

Algérie :

la commémoration de l'insurrection de 1954.

p. 10 et 11

LUTTE OUVRIÈRE

**Emprunt
Giscard :**
**le
portefeuille
à la place
du cœur**

p. 3

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 856 - 27 octobre 1984 - prix : 6 F



**les révolutionnaires confrontés
à la nouvelle stratégie du PCF**

p. 5 et 6

sommaire

Dans le monde

Page 9 :

- RFA : les salaires sont bloqués, mais pas les pots-de-vin.
- Italie : la fraude fiscale artisanale.

Pages 10 et 11 :

- La commémoration de l'insurrection algérienne de la Toussaint 1954.
- Nouvelle-Calédonie : le colonialisme français sévit toujours.

Page 12 :

- Espagne : le gouvernement décore des gardes civils accusés de torture.

Page 20 :

- Une nouvelle phase dans l'affrontement entre les mineurs et le gouvernement Thatcher.

En France

Page 4 :

- Emprunt Giscard : les vrais privilégiés les voilà, et ils se défendent.
- Le gouvernement sensible à la pression du PC.

Pages 5 et 6 :

- Luttés sociales, Renault, 25 octobre... et la suite : les révolutionnaires confrontés à la nouvelle stratégie du PCF.

Page 8 :

- Action Directe : des bombes qui ne servent en rien les travailleurs.
- Amalgame policier.

Page 13 :

- Creusot-Loire Le Creusot : après une semaine de grève, une majorité de travailleurs votent contre le protocole de protection sociale.
- Le gouvernement recule, la CGT ne désarme pas.

Page 14 :

- Cézus Jarrie ; Biscuits Belin Evry.

Page 15 :

- Renault Billancourt ; Fonderies du Poitou.

Page 16 :

- Alsthom Le Bourget ; Crédit Lyonnais Paris ; Ville-roy et Boch, Bourg-Saint-Andéol.

Culture

Page 17 :

- Livres : *Au-delà du ciel (5 ans chez les Khmers Rouges)* de L. Picq ; *Le grand appareillage* de S. Myrivilis ; *Le printemps désespéré* de T. Touati.

Pages 18 et 19 :

- Films : *Baara* ; *Les Ripoux* ; *Marche à l'ombre*.
- Télévision : *Soleil noir* de M. Van Zele.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Rassurant !

Nos lecteurs ont sans doute encore en tête ce fait divers survenu à Saint-Maur dans la banlieue parisienne : dans la nuit du 3 au 4 octobre dernier, trois hommes à bord d'une voiture de police municipale avaient agressé, violé et volé une prostituée. La prostituée s'était rebiffée et était allée porter plainte à la police officielle. On découvrait alors que les trois hommes avaient participé récemment à des cambriolages divers. Dans le domicile du troisième larron, beau-frère d'un des deux policiers, on découvrait du matériel hi-fi, des postes TV et magnétoscopes provenant d'un grand magasin cambriolé peu de temps auparavant.

C'est M. le Maire qui a été bien embêté ! Lui qui a mis sur pied à grands frais une police municipale pour rassurer ses électeurs se trouve le patron de cow-boys voleurs et violeurs. Alors, après s'être rendu en personne au commissariat pour tenter sans succès de faire relâcher ses agents, il publiait la lettre ci-contre à la population, dans laquelle, entre autres arguments, il explique que l'information dont ses agents sont victimes « n'a aucun rapport avec le travail de patrouille ni avec leur activité. » Lettre au verso de laquelle il explique avec quel sérieux et quelles précautions ses agents ont été recrutés :

« MM. Duforest, Houdard et Gagnon sont des agents de la police municipale, un service qui à ce jour compte quarante-deux personnes. Agés de vingt-deux à vingt-six ans, ce sont des employés bien connus des services municipaux où deux d'entre eux ont travaillé plusieurs années à la satisfaction



la lettre du maire de saint maur des fossés

Dimanche 7 octobre 1984

Habitants de Saint-Maur,

Comme vous l'avez sans doute appris par la presse, la radio ou la télévision, les trois agents de la police municipale qui étaient de service dans la nuit du 3 au 4 octobre dernier ont été arrêtés par la police nationale pour un motif dont la gravité reste à démontrer.

L'un d'eux, M. Duforest, a été relâché après une rude journée d'interrogatoires sous garde à vue. Aucune charge n'ayant été retenue contre lui, vous devez savoir qu'il est tout simplement innocent. Il a repris son service de police municipale après une nuit de repos. Son nom ayant été cité dans la presse et compte tenu du préjudice qu'il a subi, j'ai décidé de lui allouer une prime exceptionnelle.

Les deux autres, MM. Houdard et Gagnon, ont été placés en détention provisoire après 48 h de garde à vue. Le motif de l'information dont ils font l'objet semble n'avoir aucun rapport avec leur travail de patrouille dans la nuit du 3 au 4 octobre ni avec leur activité au sein de la police municipale. Ces deux agents honorablement connus à Saint-Maur n'ont jamais fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire et leur nomination dans notre police a recueilli conformément à la loi, l'agrément de M. le procureur de la République. Ceci dit, s'ils sont reconnus coupables et condamnés ils seront évidemment écartés du service. Mais pour ma part, je ne crois pas qu'ils aient pu accomplir un bien grand crime et je les présume innocents en attendant les conclusions du magistrat chargé de l'instruction.

Voilà où nous en sommes dans cette curieuse et brutale affaire dont je recherche les origines et dont j'observe le déroulement.

Je vous tiendrai au courant de la suite et vous prie de bien vouloir recevoir avec circonspection les informations plus ou moins fantaisistes, déformées ou orientées, que certaines personnes, certains partis politiques, et certains journaux colportent à ce sujet.

Tout se passe, en effet, comme si on voulait agiter Saint-Maur qui, en Val-de-Marne, jouit d'une relative tranquillité.

Attendons calmement et nous aurons le fin mot de l'histoire.

Cordialement à vous.

Jean-Louis BEAUMONT
maire de Saint-Maur

de leurs chefs, avant d'entrer dans la police municipale.

Ils ont tous trois été recrutés après un concours dans le jury duquel siégeait M. Laporterie, commissaire principal de la police nationale. Leur nomination est intervenue après une enquête approfondie de leurs antécédents menée sur ins-

truction du parquet de Créteil par les services de police départementaux. Les bons résultats de l'enquête et leurs casiers judiciaires vierges ont permis à M. le procureur de la République de donner son agrément à leur recrutement. Ils sont assermentés. » Convaincant.

Dans notre courrier :

Chers camarades,

Nous sommes de fidèles lectrices et lecteurs du journal *Lutte Ouvrière* et nous avons été très étonnés et déçus par l'article paru dans le numéro 847 du 27/8/84, sous le titre : *Cachez ces seins que je ne saurais voir*.

L'article relatait le conflit qui avait opposé, dans une localité normande, le curé et le comte du village au Comité des fêtes. Ce dernier avait en effet mis au programme des festivités un match de catch entre femmes aux seins nus dans la boue.

Nous nous attendions à ce que ce genre de spectacle dégradant soit dénoncé par vous. Mais non, vous brocardiez au contraire le curé et le comte. Ce dernier, dont vous citiez même les paroles, invoquait le « droit de défendre le respect auquel a droit tout être humain, en particulier la femme ». Bien dit ! Dommage que ces paroles soient dans la bouche du comte, et pas dans celle des révolutionnaires !

Et l'article concluait ainsi : « La messe et le spectacle eurent lieu le jour prévu. A votre avis, lequel vit le plus d'affluence ? ». Eh bien, nous ne pensons pas qu'il y ait de quoi se réjouir de voir de l'affluence à ces matches de catch, pas plus que pour la messe d'ailleurs.

Vous avez relaté il y a quelques temps le fait que les Etats-Unis

organisaient, au moment des premiers Jeux Olympiques, des sortes de jeux réservés aux races qu'ils jugeaient inférieures et destinés à les ridiculiser.

Où est la différence, entre des Blancs qui regardent des Noirs se battre, et des hommes qui reluquent des femmes en train de catch, les seins nus, dans la boue ? (...)

Salutations révolutionnaires.

Evidemment, l'article n'était pas des meilleurs. L'ironie n'est pas facile à manier et, si des lecteurs ont pu penser que nous défendions

les matches de catch — ceux entre hommes, ou ceux entre femmes, seins nus ou pas, dans la boue ou dans un ring — c'est que nous avons fait de la mauvaise ironie.

Ce que le rédacteur de cet écho a voulu dire, simplement, même si ce fut maladroitement, c'est que si la messe encensée par les curés et les aristocrates de ce Clochemerle est un spectacle plus habillé, elle révèle autant de préjugés — d'une autre sorte bien sûr —, d'arriération et d'aliénation que les matches de catch en question. Voilà !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par *Lutte Ouvrière*)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Emprunt Giscard

Le portefeuille à la place du cœur

L'ANCIEN président de la République Giscard, l'ancien Premier ministre Chirac, l'ancien Premier ministre Barre, toute la sainte-famille politique de droite mène bataille contre le gouvernement à propos de l'emprunt Giscard.

Le gouvernement, pourtant, n'a pas osé toucher aux bénéfices exorbitants de cet emprunt qui aura coûté à l'Etat plus de cent milliards de francs pour six milliards et demi prêtés. Non, le gouvernement n'y a pas touché. Il s'est tout juste permis de supprimer un petit avantage fiscal.

Au lieu de payer 25 % forfaitaires sur les intérêts versés par l'Etat, les épargnants-Giscard devront déclarer ces intérêts avec leurs autres revenus. Comme n'importe quel autre contribuable. Comme le salarié qui déclare aussi ses primes au percepteur. Voilà donc l'emprunt Giscard réduit au sort commun... la fortune en plus tout de même !

Que d'émotion pourtant, vraie ou feinte, dans les milieux politiques de la droite. Davantage d'émotion, apparemment, qu'à la Bourse de Paris où les titres Giscard ont continué à s'échanger allégrement à bon prix. Il faut croire que les avantages assortis à l'emprunt — indexé sur l'or, à la différence des salaires — restent suffisants pour que le problème fiscal passe à l'arrière-plan.

Mais la droite crie cependant. Elle crie à la forfaiture de la gauche, au non-respect de la parole donnée, au parjure ! Elle crie si fort au Parlement où elle a livré bataille toute une nuit, jusqu'à l'aube, que c'est à se demander si tous ces députés de droite, tous ces anciens ministres n'en ont pas les poches pleines, de ces fameux coupons !

La bourgeoisie paiera donc un peu plus d'impôts, un tout petit peu plus, peut-être, sur sa fortune. Mais elle continuera à empocher les intérêts, tous les intérêts de l'emprunt Giscard. Et ce n'est pas un prêt pour un rendu comme on le pratique chez les gens honnêtes.

C'est vingt fois la somme prêtée, rendue par l'Etat. Une somme totale qui équivaut au salaire de plus d'un million de smicards, pendant un an.

Le maintien de ce privilège à une couche de parasites, de rentiers, d'oisifs — les mêmes qui voudraient donner mauvaise conscience aux travailleurs salariés de l'Etat qui font grève pour le juste prix de leur travail — donne la mesure de la politique du gouvernement socialiste.

Ce gouvernement est pleutre devant les riches. Il n'ose prendre contre eux que des demi-mesures, des quarts de mesure, toujours trop tard.

Le misérable surcroît d'impôts sur l'emprunt Giscard, le misérable surcroît d'impôts sur quelques grosses fortunes ne résoudront évidemment pas les problèmes économiques de la société. Leur seul effet est d'exciter un peu plus la droite, car la droite et la bourgeoisie ne désarment pas devant le gouvernement ; elles continuent à le combattre pour la seule raison qu'il se prétend de gauche, ou socialiste.

Un vrai gouvernement de gauche, un vrai gouvernement des travailleurs aurait pu, et su mériter la haine des possédants et de leurs valets politiques de droite : en nationalisant leurs entreprises sans indemnisation par exemple ; en imposant vraiment les grandes fortunes, autrement que par quelques maigres pourcentages chapardés ; en liquidant complètement l'emprunt Giscard, et bien d'autres, comme les ouvriers russes avaient su le faire d'un certain emprunt du passé ! Dont il est resté trace dans les mémoires !

Et en faisant vite, un gouvernement vraiment ouvrier et socialiste aurait pu empêcher la fuite des capitaux, leur investissement ou placement ailleurs. Il aurait pu sauvegarder vraiment le sort des travailleurs.

La bourgeoisie aurait crié ? Mais elle n'aurait pas crié beaucoup plus fort, de toute façon. Et au moins, elle n'aurait pas crié en vain !

Arlette LAGUILLER

Le PCF et l'affaire Abouchar

On assassine à Ankara

Hidir Aslan a été pendu. Ce jeune militant ouvrier de 26 ans avait été condamné à mort par un tribunal militaire, sans preuve, pour assassinat d'un policier tué lors d'affrontements contre des grévistes. Il est le 27^e tué exécuté en quatre ans de dictature.

Face à ce déni de justice, véritable crime, le gouvernement français n'a pas bronché. Pas une seule démarche, pas une seule protestation.

Ce n'était pourtant pas les occasions qui manquaient. Les contacts entre les deux gouvernements étaient fréquents. Il est vrai que c'était pour négocier un contrat portant sur l'achat de 14 Airbus par la Turquie...

Avant que Claude Estier, du Parti Socialiste, n'annonce de Moscou qu'Abouchar allait être libéré et qu'il fallait qu'un parlementaire français aille le chercher à Kaboul, le PCF avait tenu à faire un geste qui le démarque sans équivoque de la condamnation à 18 ans de prison prononcée à l'encontre du journaliste d'Antenne 2.

Dans une déclaration du bureau politique, il avait annoncé qu'il « *condamnait sévèrement le verdict prononcé* » à Kaboul et qu'il décidait de suspendre immédiatement toutes relations avec le PC d'Afghanistan jusqu'à ce que J. Abouchar soit libéré.

Si l'on avait pu voir en décembre 1979 Marchais justifier de Moscou l'intervention russe en Afghanistan, et le PCF trouver plus d'avantages, à ce propos, à s'aligner sur la Russie, constatons que dans les circonstances présentes, il a cherché à ne pas porter le chapeau et à ne pas prendre à rebrousse-poil ceux des militants qui lui reprochent de ne pas se démarquer assez des exactions des dirigeants des pays dits « socialistes ».

Les dirigeants du PCF ont essayé de limiter les dégâts en se gardant d'attaquer l'URSS, en concentrant les attaques sur le parti afghan — avec lequel il ne doit d'ailleurs guère entretenir de relations — et en essayant de donner une crédibi-

Abouchar... et les trompettes mal embouchées qui s'en servent

En condamnant à dix-huit ans de prison le journaliste français Jacques Abouchar, capturé dans les rangs de la résistance afghane, le gouvernement afghan — et peut-être derrière lui l'URSS — n'y sont pas allés avec le dos de la cuiller ! Voilà qui qualifie un régime. La condamnation est aussi odieuse que démesurée.

Quand bien même Abouchar n'était pas le journaliste « neutre » — en est-il ? — et impartial que ces amis prétendent ; quand bien même il sympathisait avec la cause de ceux dans les rangs desquels il était ; et quand bien même il aurait été pris avec un fusil dans les mains et pas avec un micro-baladeur, il ne méritait pas ça. Evidemment.

Ceci étant dit, parmi ceux qui orchestrent le concert d'indigna-

lité à la fiction que c'est à Kaboul que se décide ce qui se passe en Afghanistan et pas à Moscou.

Car à un moment où le PCF effectue un virage un peu brusque avec la sortie du gouvernement, virage difficilement suivi

par ceux de ses militants qui sont les plus sensibles à la pression socialiste, les dirigeants du PCF avaient tout intérêt à esquiver au maximum les problèmes posés par l'affaire Abouchar.

lité à la fiction que c'est à Kaboul que se décide ce qui se passe en Afghanistan et pas à Moscou. Car à un moment où le PCF effectue un virage un peu brusque avec la sortie du gouvernement, virage difficilement suivi

par ceux de ses militants qui sont les plus sensibles à la pression socialiste, les dirigeants du PCF avaient tout intérêt à esquiver au maximum les problèmes posés par l'affaire Abouchar.

bavard et indigné sur les crimes de son ami Bokassa ; ou que Mitterrand et Jospin disent la vérité sur leur nouvel ami Bongo. On aimerait aussi qu'ils nous disent, tous, ce que Mitterrand, Mollet et les autres, pendant la guerre d'Algérie, auraient fait d'un journaliste russe fait prisonnier dans les rangs du FLN !

C'est quand même la question ! Ce fut d'ailleurs la question, si ce n'est la mort, pour des gens comme Henri Alleg ou Maurice Audin !

Alors, si les crimes de l'Est méritent d'être dénoncés, seuls en ont le droit ceux pour qui la liberté ne se partage pas, et qui sont prêts à la défendre de la même façon à l'Ouest... en perdant le sens de l'orientation politique !

Claude CHARVET

Les vrais privilégiés les voilà, et ils se défendent

Au moment où certains travailleurs se laissent impressionner par la propagande du gouvernement et des patrons et se demandent s'ils ont le droit de faire grève, eux qui auraient un emploi stable et seraient des privilégiés, les riches, ou du moins ceux qui les représentent au Parlement, ont montré qu'eux n'ont aucun scrupule. Les bénéficiaires de l'emprunt Giscard, qui coûte à l'Etat 17 fois ce qu'il lui a rapporté, crient au scandale parce que le gouvernement a décidé d'égratigner leurs gains. Des gains colossaux, exorbitants, bien supérieurs souvent à un salaire de fonctionnaire, que des oisifs se mettent dans la poche du seul fait qu'ils ont des fonds à placer !

Eh oui, l'Assemblée nationale a offert un spectacle instructif : celui de l'égoïsme de classe, de l'égoïsme des riches et de leur culot monstrueux.

Au cours de la discussion sur les impôts, deux projets de loi ont été adoptés. Le premier institue une allocation de 40 F par jour pour un petit nombre de chômeurs parmi ceux qui ne touchent plus aucune allocation. L'argent nécessaire doit être trouvé, en partie, en augmentant très légèrement l'impôt sur les grandes fortunes. L'autre projet aboutit à ce que les souscripteurs de l'emprunt Giscard de 1973 devront à l'avenir inclure dans leurs déclarations d'impôt sur le revenu les intérêts qu'ils touchent, alors qu'ils en étaient jusque-là dispensés.

Les riches sont-ils saignés ? Que non ! Le léger alourdissement de l'impôt sur les grandes fortunes ne concerne que les 3 000 plus gros contribuables, ceux qui possèdent plus de deux milliards de centimes. Il ne rapportera au mieux que 200 ou 300 millions de francs. Une paille, pour ces gens-là. Une disposition qui n'empêchera pas que cet impôt reste un impôt-passoire.

La deuxième mesure représente une goutte d'eau par rapport aux bénéfices fabuleux qu'a procurés l'emprunt Giscard aux souscripteurs. Pour 6,6 milliards de francs versés, ceux-ci vont récupérer en tout plus de 100 milliards, du fait du bond spectaculaire qu'a fait à partir de 1976 le prix du lingot d'or sur lequel cet emprunt est indexé. Pour les spéculateurs, ce fut l'une des affaires du siècle. Durant plusieurs années (jusqu'en 1980), l'or ne cessant de monter, tous les journaux financiers ont conseillé cet achat à leurs lecteurs. Et les richards se le disputaient. Evidemment, ça rapportait plus que de mettre quelques économies sur un livret de Caisse d'Epargne !

L'Etat a perdu dans cette affaire énormément d'argent. Ce même Etat qui,

paraît-il, a tant besoin, pour équilibrer ses comptes, de réduire les salaires des fonctionnaires, et qui se refuse à remplacer ceux qui partent à la retraite, alors qu'il y a trois millions de chômeurs dans le pays.

On entend aujourd'hui le gouvernement, approuvé en cela par les patrons et tacitement par la droite, tenter de convaincre les fonctionnaires qu'ils seraient des privilégiés parce qu'ils auraient un emploi stable.

Le gouvernement sensible à la pression du PC

L'abolition du privilège fiscal de l'emprunt Giscard, avant d'être une proposition du gouvernement, était une revendication des députés communistes. La droite s'est écriée que le gouvernement socialiste était l'otage des communistes, même si ceux-ci n'étaient plus ministres.

Il n'y a pas que du faux là-dedans. Et oui, les nouvelles phrases antigouvernementales du PC, et surtout la nouvelle offensive de la CGT sur le terrain des entreprises, exercent une pression, somme toute salutaire, sur

le gouvernement et les socialistes.

On a vu Claude Estier dénoncer ceux qui avaient les moyens de s'acheter une Rolls ou une Ferrari. On a vu les socialistes prendre un tout petit peu plus sur les fortunes et les bénéficiaires de l'emprunt Giscard.

Alors oui, le gouvernement cède au PC et aux travailleurs qui commencent à retrouver l'envie d'exprimer leur mécontentement.

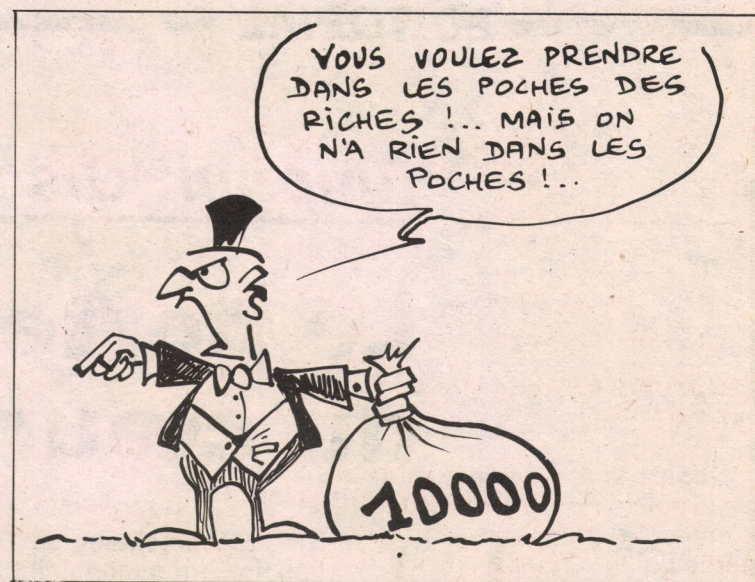
Comme quoi, pour infléchir la politique du gouvernement, le problème n'était pas d'avoir davantage de ministres !

Alfonsin chez ses banquiers

Tandis que la presse bourgeoise, *Le Monde* en tête, s'extasiait sur les vertus démocratiques du président argentin, Raul Alfonsin, en visite en France, celui-ci se consacrait aux choses sérieuses. En compagnie de son ministre des Finances, il négociait avec les banquiers et le Trésor français une aide financière et un rééchelonnement de la dette de son pays. Un petit déjeuner a réuni les officiels argentins, des membres de la direction du Trésor et des banquiers français (BNP, Société Générale, Crédit Lyonnais, CCF et Banque Française pour le Commerce Extérieur). Alfonsin a promis qu'il paierait ses dettes... 45

milliards de dollars environ. Cela aurait aidé les financiers et banquiers à digérer leur café au lait !

Alfonsin a eu le temps de déclarer que, dégoûtés de l'autoritarisme et des mythes révolutionnaires, ses compatriotes possédaient la démocratie « pour toujours, peut-être, pour cent ans en tout cas ». Malheureusement, pour ce libéral bourgeois, les banques des bourgeoisies occidentales ne commettent pas de « libéralités ». Les démocraties occidentales tirent un coup de chapeau à leurs amis démocratiques, mais tirent surtout les intérêts des dettes. Elles ne prennent pas d'hypothèques sur la démocratie.



Tous ces gens-là espèrent donner des complexes à certains travailleurs salariés de l'Etat. Ils voudraient persuader des quasismicards qu'ils sont des privilégiés et qu'il leur faut consentir des sacrifices pour aider les chômeurs.

Mais les riches, eux, ne font aucun complexe et aucun sacrifice. Ils s'engraissent de façon éhontée, sans rien faire, en parasite, en touchant leurs coupons. Ils vont encaisser 100 milliards les doigts dans le nez. 100 milliards, c'est-à-dire l'équivalent du salaire de plus d'un million de smicards pendant un an.

Avant que la Chambre des députés discute de la suppression du privilège fiscal de l'emprunt Giscard, les différents chefs de clan de la droite passaient leur temps à se crêper le chignon. *Le Figaro* avait émis l'hypothèse qu'ils pourraient peut-être enterrer la hache de guerre le 9 novembre, anniversaire de la mort de De Gaulle, devant la tombe de leur idole commune. Mais, devant l'appel, les différentes cliques de l'UDF et du RPR se sont tout à coup trouvées mobilisées pour défendre une grande cause nationale, la seule qui soit capable de cimenter leur unité : la défense du fric. Au cours de cette fameuse nuit où le gouvernement faisait pas-

ser son projet à l'Assemblée, le député UDF Alphandéry se réveillait en sursaut pour aller déclarer à la tribune : « C'est l'affaire la plus grave du budget 1985. Je me demande même si ce n'est pas l'affaire la plus grave depuis 1981 ». Et, le vote ayant eu lieu en pleine nuit, le même Alphandéry de parler de « minuit, l'heure du crime ».

Trois heures durant, les quelques députés de droite présents à l'Assemblée s'acharnèrent pour leur cause. *Le Figaro* devait saluer leur courage : « L'arsenal dont dispose le gouvernement n'a pas empêché l'opposition de se battre jusqu'à l'aube, avant de succomber sous le nombre ». De son côté Giscard, éloigné des affaires parisiennes, avait entendu des voix : « Je vous en prie, faites l'union ! voilà le message que j'ai reçu des montagnes auvergnates ». Giscard et Chirac trouvaient même l'occasion de se serrer la main et ils réussissaient à joindre Barre pour rédiger un communiqué commun. Les grands mots étaient lâchés : « Un gouvernement sans parole est un gouvernement sans confiance ». La droite s'était réconciliée parce qu'on avait osé toucher à un quart de cheveu des privilèges du fric.

Jean SANDAY



Luttes sociales :

Renault, 25 octobre... et la suite

LES RÉVOLUTIONNAIRES CONFRONTÉS A LA NOUVELLE STRATÉGIE DU PCF

Depuis qu'il a renoncé à soutenir le gouvernement socialiste en y maintenant des ministres, et cela parce qu'il avait perdu la moitié de ses électeurs aux élections de juin 1984, le PC a inauguré une nouvelle stratégie offensive dans le domaine des luttes sociales dont, pour le moment, les travailleurs n'ont pas à se plaindre. Il vaut mieux, en effet, tard que jamais.

Le PC a entrepris en effet de démontrer que, s'il avait perdu la moitié de ses électeurs, il n'avait rien perdu de ce qui en fait la principale force politique au sein de la classe ouvrière, à savoir ses militants ouvriers, qui représentent l'essentiel de la structure et de la force de la CGT. Cette liaison est d'ailleurs ouvertement revendiquée par la direction du Parti Communiste, puisque le secrétaire général de la CGT, Séguy précédemment et aujourd'hui Krasucki, est depuis longtemps un membre éminent de la direction du Parti Communiste.

Depuis quelques semaines, le Parti Communiste a entrepris de démontrer que, même avec la moitié de ses électeurs en moins, il était encore une force politique avec laquelle le gouvernement devrait compter, et que le poids que Mitterrand n'avait pas voulu lui donner à l'intérieur du gouvernement il saurait l'avoir, à l'extérieur, à la tête des luttes des travailleurs.

Le pari n'était pas facile à tenir, et le PC ne l'a pas encore gagné, même si la première manche est en sa faveur.

Le pari n'était pas facile car la classe ouvrière, en septembre 1984, au moment où le PC engageait son nouveau cours, était démoralisée et rien moins que combative. Déçus de trois années de gouvernement de gauche, les travailleurs l'étaient, certes, car pendant ces trois années ils n'avaient guère vu ni les militants du PC, ni les syndicats leur tenir d'autre langage que celui de l'attentisme. Le gouvernement de gauche faisait, paraît-il, ce qu'il pouvait ; et c'était mieux que rien, c'est-à-dire à prendre ou à laisser. Prendre aujourd'hui le contrepied, sous le seul prétexte que le PC avait perdu ses ministres, n'est pas facile, d'autant que les licenciements, la menace du chômage, la crainte de voir leur usine fermer pèsent, lourdement, sur la combativité ouvrière.

A ces facteurs, il fallait ajouter le fait que les militants du PC eux-mêmes étaient, cet été, encore plus démotivés que les travailleurs. Ils étaient démotivés du recul électoral de leur parti, démotivés aussi de l'échec de l'Union de la gauche et de la fin de la participation communiste au gouvernement, même si pour beaucoup, et pour la plupart des militants ouvriers, c'était un soulagement.

Alors, pour la direction du PC, il a fallu s'employer à redonner le moral d'abord à ses propres mili-

tants et ensuite, au travers d'eux, à une fraction de la classe ouvrière. Il a fallu convaincre les militants du PC qui animaient les syndicats de la CGT qu'en entraînant les travailleurs en lutte sur les problèmes revendicatifs liés aux salaires ou aux conditions de travail, dans des situations concrètes relativement favorables, il était possible d'entraîner, en y mettant tout le poids de la CGT, une fraction des travailleurs et d'obtenir quelques succès, suffisants pour redonner un peu confiance, de proche en proche, à un plus grand nombre de travailleurs.

Krasucki s'en est longuement expliqué ; mais, dans d'innombrables réunions de la CGT, les cadres ont ré-expliqué, convaincu, entraîné. Le résultat, on l'a d'abord vu chez Renault, où la réaction favorable des travailleurs à cette politique s'est traduite par des débrayages, importants dans certaines usines du groupe et minoritaires dans d'autres, mais suffisants cependant pour que la direction de la Régie ne cherche pas l'épreuve de force et recule sensiblement (que ce soit au niveau des menaces de licenciement, au niveau des salaires réels ou au niveau de la 5^e semaine à prendre obligatoirement à des dates qui gênaient la plupart des travailleurs).

Ce succès, relatif, mais succès quand même, a sûrement redonné confiance à un certain nombre de militants du PC et de la CGT. Confiance dans la capacité de la classe ouvrière d'entrer en lutte même dans la période présente. Confiance en même temps dans l'efficacité et la justesse de la direction politique que venait de choisir le PC.

La grève des fonctionnaires du 25 octobre en est un autre exemple. La CGT a réussi à entraîner avec elle, comme à Renault, la plupart des autres centrales syndicales et les appels à la grève se sont étendus largement au-delà des fonctionnaires initialement appelés.

Il est trop tôt encore pour vérifier quelles incidences, négatives ou positives, cette journée aura eues, sur le moral des militants du PC et de la CGT, sur le moral des travailleurs les plus combattifs, ainsi d'ailleurs que sur le gouvernement.

Il serait erroné de croire qu'une telle journée limitée à 24 heures puisse en elle-même contraindre le gouvernement à reculer sur toute la ligne. Le gouvernement peut, comme chez Renault — car derrière la direction de la Régie il y avait le gouvernement —, craindre l'épreuve de force et céder des avantages, au moins moraux, sans attendre que le mouvement aille plus loin.

De ce point de vue-là, le gouvernement, avec ses propres travailleurs, est dans une situation encore plus difficile que celle de la Régie Renault vis-à-vis de ses salariés. En effet il ne peut céder trop sur les augmentations de salaires sans se voir accuser, par la bourgeoisie et la droite, de ruiner l'économie française et déséquilibrer le budget de l'Etat (ces gens-là n'ont pas honte, et évidemment ils ne diront pas que c'est la force de frappe, les subventions aux trusts de l'électronique ou les avantages fiscaux exorbitants accordés aux fortunés qui ruinent le budget de l'Etat).

Mais par ailleurs la plus ou moins grande participation des travailleurs à cette journée sera un élément d'importance dans les calculs du gouvernement, car il ne peut se permettre non plus de laisser démontrer que l'état de grâce est terminé et que c'est le gouvernement, avant le patronat privé, qui a déclenché la colère des salariés.

Cela dit, le problème n'est pas là. Et, que le gouvernement recule ou qu'il ne recule pas, il est vraisemblable que l'offensive du PC et de la CGT va se poursuivre, en s'appuyant sur cette grève du 25 octobre. Si le gouvernement recule tant soit peu, la direction du PC et de la CGT y trouveront argument pour dire, à juste titre, que c'est la lutte qui paie. Et si le gouvernement ne recule pas du tout, il est vraisemblable qu'ils expliqueront à leurs militants et à l'ensemble des travailleurs que c'est bien la preuve qu'il faut d'autres pressions, d'autres luttes pour obtenir un changement de politique.

La seule chose qui pourrait paralyser cette politique du PC serait que cette journée ait été un échec auprès des travailleurs. Encore une fois, cette politique du PC est difficile, car les travailleurs sont et restent démotivés. Les dirigeants de la CGT sont obligés de mettre en œuvre prudemment cette nouvelle politique, et il ne faut pas croire que la CGT ne veuille pas aller plus loin que de telles journées.

Ce serait en effet mal connaître les dirigeants du PCF que de croire qu'ils n'en sont pas capables. Nul, à part eux, ne sait ce qu'ils feront demain. Mais tous les militants ouvriers de gauche et d'extrême-gauche doivent comprendre que, dans les circonstances actuelles, le PC, la CGT et leurs militants peuvent aller très loin sur le terrain des luttes, y compris les généraliser, y compris, à l'extrême, pourquoi pas, préparer une grève générale interprofessionnelle illimitée. La direction du PC et de la CGT n'est pas devenue révolutionnaire mais, dans des circonstances comme les circonstances actuelles, où le gros de la classe ouvrière n'entrera pas en lutte spontanément, la classe ouvrière n'est pas

dans une situation morale et matérielle où elle pourrait facilement prendre confiance dans la force dont elle dispose, dans une situation où les gros bataillons de travailleurs inorganisés pourraient prendre le chemin de la lutte. Les dirigeants de la CGT et du PC savent donc bien qu'ils ne risquent guère de se trouver brutalement confrontés à un mouvement qui puisse les déborder et dont ils pourraient perdre le contrôle. Non, ils savent que les seuls mouvements qui pourront exister, ce seront ceux où leurs militants devront se battre, militer, convaincre, pour entraîner les travailleurs. Ce seront donc des mouvements dont leurs militants seront le fer de lance, au lieu d'en être à la traîne comme ils ont pu l'être parfois pendant les trois dernières années. Leurs militants pourront d'autant moins être débordés que les grèves seront impulsées par eux et que seuls les travailleurs les plus décidés et les plus proches d'eux les suivront.

On peut, dans le contexte actuel, voir en effet des grèves, minoritaires mais menaçant de s'étendre, remporter certains succès, car la bourgeoisie française n'est pas aussi acculée économiquement qu'elle voudrait le faire croire. Elle n'a jamais réalisé d'aussi hauts profits qu'actuellement, depuis que les salaires sont réduits par l'inflation d'un côté, par le chômage de l'autre, et que les profits faits avec des vieilles usines amorties depuis longtemps représentent donc un taux de profit confortable.

Et c'est en s'appuyant sur de tels succès que les directions du PC et de la CGT peuvent à la fois redonner le moral à une partie de la classe ouvrière et à la majorité de leurs militants dans les entreprises. Les directions du PC et de la CGT chercheront donc, pour être suivies, au moins dans un premier temps, des voies où les travailleurs peuvent rencontrer des succès, au moins partiels, en tout cas suffisants pour se sentir vainqueurs.

Mais les travailleurs ne vont se battre qu'en partie pour eux-mêmes. Même s'ils sont capables de généraliser les luttes et même d'organiser des luttes générales, les dirigeants du PC et de la CGT ne sont pas devenus révolutionnaires. Ils vont utiliser la force des travailleurs, pour leurs propres objectifs politiques.

Pour que les travailleurs les suivent, il faut que les luttes remportent certains succès, oui. Mais l'objectif du PC n'est pas que la classe ouvrière remporte des succès définitifs vis-à-vis de la bourgeoisie. L'objectif des dirigeants du PC, c'est que la classe ouvrière

Suite page 6

LES RÉVOLUTIONNAIRES CONFRONTÉS A LA NOUVELLE STRATÉGIE DU PCF

aide le PC à prendre une place politique que les élections et l'Union de la gauche ne lui ont pas permis de trouver. Ce que vise le PC, c'est que son ex-allié, le PS, lui reconnaisse la place qui lui revient, reconnaisse que le PC est un parti indispensable de l'alliance et accepte des compromis favorables au PC lors des élections de mars 1986. C'est cela l'objectif ultime et véritable de la direction du PCF. Et si les travailleurs se battent un peu pour eux-mêmes, la direction du PCF va s'employer à ce qu'ils le fassent beaucoup pour elle.

En fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes. Si les travailleurs obtiennent beaucoup avec peu de luttes, ou plus précisément si ce qu'ils obtiennent est en rapport avec les sacrifices qu'ils auront consentis, cela n'est gênant pour personne, à part le PS, que le PC trouve dans l'affaire une meilleure place auprès de son ancien et (peut-être) futur allié.

Mais si les luttes se développent, si les travailleurs reprennent confiance en eux, s'ils croient à leurs luttes, le danger est que la direction du PC trouve « qu'il faut savoir terminer une grève », si elle a obtenu satisfaction dans le domaine électoral, sans que les travailleurs aient obtenu ce que leur lutte aurait permis de contraindre la bourgeoisie à céder. Et cela, c'est le danger principal qui menace les travailleurs, car cela se traduirait, immédiatement ou dès le lendemain des élections, par une déception et une démoralisation encore pires que celles suscitées par la pseudo-victoire de juin 1981.

Alors, on peut se dire que le PC n'est pas seul, que les travailleurs ont leur mot à dire et qu'ils pourront, s'ils entrent en lutte, ne pas tirer les marrons du feu pour d'autres et ne pas servir uniquement de fantassins au service des intérêts politiques du PCF. C'est là l'espoir et l'objectif des révolutionnaires prolétariens, de ceux qui se battent pour que la classe ouvrière s'émancipe de la tutelle des organisations et des partis qui la trompent depuis de nombreuses années.

On peut espérer que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la direction de leurs luttes, décident démocratiquement eux-mêmes des formes et des objectifs de ces luttes, sachent se donner des organismes exécutifs élus et révocables tels que des comités de grève indépendants des appareils syndicaux, même si les meilleurs des militants syndicalistes s'y retrouvent. Mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au cours même des luttes comment il faut faire. On l'a vu à Talbot, lorsque des travailleurs de la CGT se sont sentis trahis par leur direction syndicale et ont cherché à créer un comité de grève : ils n'ont pas su comment le créer, com-

ment le mettre en place, comment le faire fonctionner. Ils n'ont pas trouvé, ni parmi eux, ni autour d'eux, des militants ayant cette volonté ou cette expérience et susceptibles de les aider à le réaliser.

C'est que la direction du PC a su depuis longtemps écarter les militants révolutionnaires de la CGT et en particulier des responsabilités au sein de la CGT. Les militants révolutionnaires se retrouvent le plus souvent dans d'autres syndicats qu'à la CGT, souvent minoritaires. Bien souvent ils sont très occupés — minoritaires au sein de syndicats minoritaires — à rechercher des alliances, des soutiens qui les rendraient moins minoritaires, et ils ne savent pas les trouver, ces soutiens, directement parmi les travailleurs qui entrent en lutte. Pire, dans le cas présent, beaucoup trop de militants d'extrême-gauche ont été surpris par le retournement de la politique du PC dans les entreprises, et n'en voient pas le développement possible et les conséquences. Ils continuent à penser, à dire ou écrire que la CGT freine les grèves ou, s'ils voient qu'elle ne les freine pas... qu'elle va sûrement les freiner.

Parfois les militants d'extrême-gauche, faute d'avoir réalisé que cette politique du PC est une politique globale, croient la juger sur ce qui se passe localement et ne voient pas que les militants du PC auxquels ils ont affaire peuvent être des militants auxquels leur direction n'a pas encore réussi à insuffler confiance et dynamisme. De l'attentisme de ces militants du PC a résulté, malheureusement, trop souvent ces derniers jours l'attentisme des militants d'extrême-gauche. La différence, c'est que les militants du PC ont toutes les chances de savoir prendre le virage et de trouver l'oreille de la fraction la plus combative des travailleurs, mais qu'alors il sera trop tard pour ceux d'extrême-gauche, qui resteront minoritaires.

Lorsque les militants du PC au sein de la CGT commenceront à entraîner les travailleurs (si cette politique s'avère possible, et au fur et à mesure qu'elle va se généraliser), ils entraîneront d'abord des minorités : les travailleurs les plus proches d'eux, ceux sur lesquels les militants critiques par rapport à la politique du PC auront le moins d'influence. Ensuite, sur la base du rapport de force qu'ils auront ainsi créé, toujours bien sûr s'ils réussissent, ils entraîneront, comme à Renault, comme peut-être parmi les fonctionnaires dans les jours à venir, un plus grand nombre de travailleurs dans la lutte. Et alors, si les travailleurs révolutionnaires n'ont pas préalablement fait ce qu'il faut pour être en tête des luttes, ils n'auront plus aucun poids, plus aucun crédit, pour empêcher la direction du PC de développer ces luttes, et surtout de les arrêter, un jour, comme elle le voudra.

Or, et c'est symptomatique, tous les militants révolutionnaires dans les entreprises, et en particulier dans toutes les entreprises nationalisées, ne se sont pas servis de la grève du 25 octobre pour appeler les travailleurs à la lutte et apparaître, au même titre que les militants du PC et avant eux partout où c'était possible, et cela l'était dans beaucoup d'endroits où justement les militants du PC n'étaient pas encore gagnés au nouveau cours, comme le fer de lance des luttes à venir. Certains ont craint d'être minoritaires dans leur entreprise. Cela ne veut pourtant rien dire, dans une situation où le tiers des salariés du pays sont appelés à faire grève. Eh bien, ces militants d'extrême-gauche ont fait une erreur tactique ; car le seul moyen de contester au PC la direction des luttes à venir c'était de prendre les devants, là où les militants du PC n'avaient pas pris le virage. D'autres sont partis du point de vue, erroné, que la CGT ne voulait faire qu'un mouvement sans lendemain. D'autres encore n'ont entendu que les réactions, locales, de travailleurs qui ne voulaient pas faire grève, sans relever la tête pour voir dans quel contexte cela se passait.

Il ne s'agit pas de critiquer les limites de mouvements tels que celui du 25 octobre, si l'on ne prend pas soi-même l'offensive, avant même que les militants locaux de la CGT et du PC aient réagi parce qu'ils ne sont pas encore convaincus d'entrer en lutte. Car il faut comprendre que c'est sur la base de succès partiels que la CGT et le PC mèneront, à juste titre, leur offensive. Et que c'est sur la base de ces succès qu'ils pourront convaincre leurs propres militants.

Ceux qui sont seulement critiques sans être eux-mêmes offensifs, en prenant l'initiative auprès de leurs camarades de travail lorsqu'ils sont des militants isolés, en tant que militants syndicalistes lorsqu'ils ont des responsabilités syndicales, seront laissés à l'écart par les mouvements à venir et ne pourront que suivre les mouvements de la CGT, éventuellement en les cautionnant de leur présence passive, exactement comme le faisaient les ministres communistes au sein du gouvernement socialiste.

Dans la première partie des luttes, cela peut être sans conséquences pour les travailleurs. Mais si ces luttes se développent, eh bien, malheureusement, les militants révolutionnaires ne seront alors pas en situation de permettre aux travailleurs de tirer tout le profit de leurs sacrifices, le jour où les dirigeants du PC se déroberont. C'est deux formes différentes de trahison.

Les dirigeants réformistes de toutes les autres centrales syndicales concurrentes de la CGT l'ont, pour leur part, bien compris et n'ont pas laissé, aussi bien à Renault que pour les fonctionnaires, le privilège à la CGT d'apparaître comme le champion des intérêts des travailleurs ; mais c'est par calcul d'appareils. Malheureusement, à leur niveau, les militants

révolutionnaires ont localement, dans bien des cas, été moins perspicaces que les dirigeants réformistes. Sans doute parce que plus honnêtes, plus naïfs et moins roués. Mais cela n'est pas vraiment une excuse, si cela doit faire perdre la bataille.

Il faut comprendre vite, car la classe ouvrière française ne résistera pas à de nouvelles désillusions.

Il faut comprendre d'autant plus vite qu'il faut savoir aussi que la direction du PCF ne peut pas manquer d'avoir décidé d'écarter, par tous les moyens, les travailleurs révolutionnaires de la moindre responsabilité dans les luttes à venir. C'est là le seul danger qui menace vraiment sa stratégie, si celle-ci réussit. Car dans les circonstances actuelles, la direction de la CGT ne peut risquer d'être débordée par les travailleurs que par l'intervention conséquente des militants qui ont compris l'enjeu de sa stratégie.

Il est vraisemblable, et beaucoup de militants issus de Mai 68 n'ont jamais vécu cela, qu'au fur et à mesure que l'appareil du PC aura l'oreille des travailleurs les plus combattifs grâce à une politique offensive, il utilisera la calomnie, le mensonge voire la violence, pour écarter les travailleurs révolutionnaires. Il passera accord éventuellement avec d'autres syndicats, sauf quand leurs responsabilités seront des révolutionnaires. Et si les travailleurs révolutionnaires ne trouvent pas rapidement un appui large auprès des travailleurs en lutte eux-mêmes, ils seront d'autant plus écartés des luttes qu'ils auront affaire à une volonté délibérée de les en écarter.

Bien sûr, cette offensive sociale de la direction du PC peut tourner court, si les travailleurs ne suivent pas du tout. Mais jusqu'à présent, elle a réussi mieux qu'on ne pouvait le penser il y a encore deux mois. Car, répétons-le, il suffit au PC et à la CGT qu'une relative minorité de travailleurs entrent en lutte. Et cette minorité, prête à entrer en lutte si la CGT y met tout son poids, ses militants peuvent la trouver au sein de la classe ouvrière.

Alors, dans les quelques jours qui ont précédé le 25 octobre, tout comme dans les mouvements de Renault, on a pu voir que les militants des organisations d'extrême-gauche, ceux de Lutte Ouvrière tout comme les autres, ont pour des raisons, en apparence seulement, différentes été surpris par le revirement du PC.

Il est temps qu'au-delà de leurs mesquines divisions de chapelles, ils se ressaisissent et comprennent que leurs seuls alliés possibles dans cette période seront les travailleurs les plus combattifs eux-mêmes, mais qu'il est tout juste temps de donner la possibilité à ces derniers d'organiser leurs luttes de façon à en tirer le juste profit, avant que le PC les enchaîne à son char électoral.

Roger GIRARDOT

« Les nantis ne sont pas ici »

Parti de la Place de la République à 10 h 30, la manifestation (CGT, Union régionale CFDT, FEN, CFTC, et quelques autonomes), qui rassemblait plus de 20 000 fonctionnaires, a mis deux heures à s'écouler.

Derrière le rang des personnalités, dont Henri Krasucki, venaient les enseignants de la FEN, du SNI et du SNES, assez nombreux mais peu dynamiques. Les quelques slogans lancés par les voitures-sonos n'étaient guère repris : « *Un salaire décent, c'est un salaire qui monte* », ou « *Gattaz applaudit, c'est louche* ».

Les enseignants étaient suivis des policiers du Syndicat Général de la Police. Relativement nombreux (500), ils scandaient : « *Etat-patron, vous valez pas un rond* ».

Le cortège CFDT suivait. Il regroupait près de 2 000 manifestants dynamiques parmi lesquels postiers et hospitaliers étaient les plus nombreux. Dans cette partie du cortège, quelques sonos lançaient le slogan : « *Augmentez les bas*

salaires » par lequel la CFDT entendait se différencier de la CGT. Slogan peu repris dans les rangs des manifestants qui semblaient plus enclins à revendiquer une augmentation générale des salaires ou à s'en prendre à Mitterrand, Fabius ou Le Garrec.

Venait ensuite la CGT. Elle représentait les trois quarts du cortège et manifestait surtout plus de dynamisme. Les slogans, communs à l'ensemble des fédérations et des syndicats, étaient repris par les manifestants. Beaucoup de chansons telle, sur l'air du Chat Noir : « *Je cherche fortune/Sur le dos des chômeurs/Faut voir comme ils déplument/Vingt millions de travailleurs* ». C'était aussi beaucoup de slogans revendicatifs : « *Le Garrec, Fabius, vous nous devez du fric* ». Et surtout, repris par tous : « *Nous ne sommes pas des nantis, ceux qui le sont ne sont pas ici* ». Le secteur Santé venait en tête et était le plus nombreux,



les revendications portaient sur la nécessité d'embaucher. Les postiers, nombreux eux aussi, scandaient encore : « *Augmentez nos salaires de misère !* », mais sur un ton moins pleurnichard que lors des manifestations précédentes.

L'impression donnée est que la CGT avait mobilisé plus de monde que lors de manifestations similaires. Et bien au-delà des traditionnels communaux.

Les fonctionnaires dans la rue le 25 octobre étaient sans

doute minoritaires par rapport à l'ensemble de leur corporation, mais une minorité suffisamment importante pour se faire entendre. Et de toute façon satisfaite d'être là et de marquer son mécontentement vis-à-vis du gouvernement.

La grève dans la région parisienne

□ Dans les centres PTT

La grève a, dans l'ensemble, été majoritaire dans les centres de tri postaux et dans les bureaux de postes centraux des arrondissements de Paris.

Au centre de tri Paris-Austerlitz, la première brigade de nuit a fait grève à 70 % (120 sur 180). La brigade du matin a compté 138 grévistes sur 200 postiers. Une trentaine sont allés à la manifestation. Durant les jours précédents des prises de paroles avaient été effectuées à la cantine par des militants syndiqués à la CFDT. Les travailleurs étaient contents que cette grève ait lieu, certains faisant la réflexion : « *Depuis trois ans, les syndicats ont mis le temps pour se réveiller* ».

Au centre de tri de Paris-Montparnasse, il y a eu 148 grévistes sur 280 employés : une participation dans la moyenne des précédentes journées de grève. 25 personnes environ à la manifestation. En nuit, le pourcentage de grévistes a atteint 70 %.

Au centre de tri PLM où tous les syndicats appelaient, les grévistes ont représenté 74 % du personnel. Des gens qui n'avaient pas fait grève depuis des années avaient annoncé leur intention de faire grève. A plusieurs reprises, des militants qui avaient pris la parole à la cantine pour appeler à la grève avaient été applaudis.

Au bureau de poste de Paris 18, 60 % des facteurs et des employés ont fait grève. Trente se sont rendus à la manifestation.

A Paris 17, on constate depuis la rentrée un changement de ton de la part de la CGT qui se sent beaucoup moins gênée pour remettre en

cause la politique du gouvernement. On entend aujourd'hui des phrases que l'on n'aurait pas entendues avant. A la manifestation précédente des fonctionnaires, il y a quelques mois, ils s'efforçaient d'expliquer que ce n'était pas le gouvernement qui était en cause. Cette fois, ils ont présenté la grève du 25 comme étant contre la politique du gouvernement qui fait ce que la droite a toujours voulu faire. Pour préparer la grève du 25, la CGT a organisé une prise de parole (100 personnes comme d'habitude) et plusieurs réunions par services sur les heures d'informations syndicales. La CGT a appelé à un piquet de grève à 6 heures du matin. Dix grévistes sont venus.

□ Crédit Lyonnais

Au Crédit Lyonnais Paris et Levallois, c'est la section FO qui a lancé la grève en appelant le lundi 22 octobre à cesser le travail 24 heures le 25 octobre, avec les travailleurs de la Fonction publique et les cheminots.

Le tract distribué le midi au restaurant de l'entreprise a été bien accueilli. « *C'est bien que vous appeliez* », « *Que font les autres syndicats ?* ».

Finalement, pour le Siège, les annexes et les agences de la Région parisienne, un appel de grève a été lancé en commun par FO et la CGT qui s'est ralliée aux 24 heures. La CFTC a appelé à « une entrée retardée de deux heures ». La CFDT a refusé tout appel.

Parmi le personnel, l'accueil a été très inégal selon les services. Dans certains, personne ne voulait débrayer excepté les militants, alors qu'ailleurs ce sont les employés qui « poussaient ».

Même s'il était à prévoir que le mouvement ne serait pas d'une grande envergure, une partie du personnel, souvent les milieux proches de la CGT ou de FO, étaient pour la grève, jugeant indispensable de marquer le coup face à la politique du gouvernement.

□ UAP - Tour Assur

A l'UAP (Tour Assur), la CGT a tenu une réunion de syndiqués le mardi 23 octobre. Il y avait 15 personnes, là où d'habitude, il y en avait seulement 3 ou 4. Dans la mesure où les problèmes de salaires sont les mêmes à l'UAP que chez les fonctionnaires, il a été décidé qu'il y aurait finalement 2 heures de débrayage de 14 heures à 16 heures. Cela arrangeait beaucoup de gens qui pensaient partir plus tôt. La CGT a été la seule à appeler à ce débrayage.

□ BNP Bergère (Paris 9^e)

Profitant de la grève des fonctionnaires, les syndicats de la BNP ont appelé à 24 heures le 25 octobre. Dans un service, le Centre de Comptabilité Francs et Devises, le personnel a très largement exprimé sa méfiance à l'égard des syndicats : « *Tiens, d'un seul coup, ils se réveillent. Depuis trois ans on ne les voit plus. Ils se fichent de nous. Aujourd'hui, la CGT se remue parce que le PC n'est plus au gouvernement* ».

Partant des expériences passées où les grévistes s'étaient retrouvés « lâchés » par les syndicats comme en 1974, ils ont décidé cette fois qu'il serait bon de faire une assemblée générale pour discuter tous ensemble de la grève, tel que cela se faisait jusqu'en 1979 à chaque débrayage.

L'assemblée générale s'est tenue à une quarantaine pendant les heures de repas. Le directeur a tenté de perturber la réunion, traitant tout le monde de clochards car une quarantaine d'employés étaient assis sur l'escalier d'honneur. Il s'est fait envoyer promener : « *Vous êtes venu ici pour annoncer une augmentation ? Sinon partez, vous n'avez rien à faire ici !* ». Ce qui ne l'a pas empêché de continuer à rôder autour.

Les travailleurs présents se sont prononcés pour une grève de 24 heures, tout en disant que ça ne suffirait pas : « *Cela peut être un point de départ pour aller plus loin* ».

Les délégués CGT et CFDT ont boycotté la réunion, ce qui n'a pas empêché les participants de décider de se revoir à nouveau lundi pour faire le bilan de la grève et décider de la suite.

□ CAF - rue Viala

La CGT, d'abord hostile à une grève de 24 heures : « *Nous à la CGT, on est contre les grèves minoritaires* », avait fini par appeler, un peu contrainte et forcée par des militants qui appelaient de toute façon de leur côté. 25 manifestants sont partis de la Caisse pour rejoindre la manifestation centrale derrière une banderole : « *Tous les travailleurs sont attaqués, tous les travailleurs doivent riposter* », signée : Les employés de la CAF. Leur passage a été assez remarqué. De même leur slogan : « *Le 25 dans la rue, demain on continue* ».

□ BNP Barbès

A la BNP-Barbès, c'est la CFTC qui, il y a une quinzaine de jours, appelait le personnel à une entrée retardée de deux heures.

La CGT a suivi. Elle a mis

des panneaux dans le hall de l'immeuble et a appelé le personnel à une demi-journée de grève : « *Le 25 octobre, c'est contagieux* », disait son affiche. Elle a ensuite distribué deux tracts allant dans le même sens.

La CFDT, elle, après un questionnaire où elle demandait si le personnel voulait qu'elle appelle à la grève, s'est décidée pour 24 heures.

Et on entend des collègues dire : « *Ce n'est pas trop tôt* », « *On n'est pas mieux lotis que les fonctionnaires* ».

En effet, nos 3,3 % d'augmentation pour l'année 1984 sont une excellente raison pour nous joindre aux actions.

Sur cette Pierre je bâtirai ma bêtise

L'abbé Pierre n'est pas n'importe qui, mais dit n'importe quoi. Parce qu'à la tête des Compagnons d'Emmaüs il s'est fait un nom, presque une image de marque, symbole de la lutte contre la misère, l'abbé se prend pour un spécialiste et pontifie aujourd'hui en matière de richesse et de pauvreté.

Sa cible, les fonctionnaires. Ce sont, dit-il, « *Les vrais milliardaires de notre temps. Ils ont cette chose irremplaçable, le travail* ».

Le saint homme n'a plus les pieds sur terre. Cinq mille francs mensuels, même assurés, c'est loin du milliard. Mais surtout viser les fonctionnaires, c'est dissimuler un peu vite les milliardaires, les vrais cette fois, ceux qui privent des millions d'être de travail et les poussent à la misère.

L'abbé Pierre ne défend pas les pauvres en faisant ses pauvres raisonnements. Il ne fait que participer aux basses œuvres de l'Eglise en prêchant la résignation. Et ce qu'il défend finalement, c'est le saint fric des riches.

Des bombes qui ne servent en rien les travailleurs

Les attentats des samedi 20 octobre et dimanche 21 octobre, successivement contre la société Messier-Hispano-Bugatti à Montrouge, faisant trois blessés légers, et contre un établissement Marcel Dassault à Saint-Cloud, ont été revendiqués par Action Directe.

Depuis le début de l'année, c'est ainsi les sixième et septième attentats revendiqués par Action Directe. Tous ces attentats sont dirigés contre des cibles symboliques qui touchent au ministère de la Défense, à l'armement et aux institutions ayant recours aux techniques de pointe.

Action Directe prétend, si l'on en croit ses communiqués, vouloir « développer la conscience révolutionnaire du prolétariat, initier un processus organisationnel armé de libération. Ce, par la mise en œuvre dès maintenant du sabotage systématique des installations militaires : la multiplication des attaques contre les unités de production de guerre, pour passer dès à présent à une phase d'insoumission offensive. »

Et de parler de « la fonction historique des communistes en tant que fraction et avant-garde organisée du prolétariat » qui doit « comprendre le mouvement du capital » et « détruire et désarticuler ses projets

d'exploitation et de mort ».

Ce verbiage pseudo-communiste et pseudo-révolutionnaire, ne justifie en rien ces actes aveugles, qui mettent plus en danger la vie des passants, de gardiens de nuit, de femmes de ménage, que celle du capital.

Ces actions ne conduisent pas à « un processus organisationnel armé de libération » car, s'il est possible pour une minorité d'anticiper et d'entamer la lutte armée lorsque cela correspond à la volonté des masses, cela n'est en rien le cas dans la situation présente. Vouloir « réveiller » les masses ou agir à leur place de cette façon n'est finalement que la marque du mépris à leur égard témoigné par ceux qui emploient ces méthodes. Car ces gens-là ne veulent pas que les travailleurs s'émancipent en émancipant toute la société. Ces gens agissent au nom et à la place des travailleurs, sans même se soucier de leur volonté, et en faisant, tels des généraux de 1914, bon marché de la vie de ceux qu'ils considèrent comme la piétaille : les passants, les balayeurs. Cela en dit long sur les relations qu'ils auraient avec les travailleurs s'ils étaient au pouvoir.

Quant à l'autre communiqué également signé Action Directe,



Les effets de l'explosion chez Dassault (AFP).

revendiquant le 22 octobre les meurtres des policiers de l'avenue Trudaine, précisant que, « pour leur protection, les militants de notre organisation se virent dans l'obligation de tirer », on ne peut guère savoir s'il émane réellement des militants d'Action Directe, et en particulier s'il a été fait en accord avec les militants emprisonnés sous cette inculpation, qui n'iaient jusque-là leur participation aux faits...

Tant il est vrai qu'avec ce type d'actions il est impossible de contrôler et de vérifier d'où et de qui viennent les informations, les communiqués et même les bombes.

Et cela laisse la place à toutes les possibilités de provocation.

Amalgame policier

Nous avons reçu des Comités Communistes pour l'Autogestion (BP 162 - 75463 Paris Cedex 10) un communiqué protestant contre l'interpellation de certains de leurs militants à Lyon, le 4 octobre, dont nos lecteurs trouveront un résumé ci-dessous :

« Le jeudi 4 octobre à l'aube, une douzaine de responsables des services de la police de Lyon (Police Judiciaire, Renseignements Généraux, etc.) sur commission rogatoire du juge Mamy, ont procédé à une série d'interpellations et de perquisitions aux domiciles de militants du Collectif de Soutien Lyonnais à la Lutte du Peuple Corse, ainsi que de militants de la CFDT, du CODENE, des Comités Communistes pour l'Autogestion, au local lyonnais du journal *Commune* et des Comités Communistes pour l'Autogestion.

Cinq militants et militantes, à notre connaissance, ont été interrogés une matinée durant, sur leurs activités politiques, dans les locaux de la police. Ces mesures d'intimidation faisaient suite aux explosions de la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 octobre 1984 (au Palais de Justice et dans le centre de Lyon). Celles-ci étaient revendiquées dans la soirée du 4 octobre par le FLNC (...)

La police tente d'accréditer auprès de l'opinion publique l'idée selon laquelle (ces militants) serviraient à Lyon de « base logistique » au FLNC. Cela, alors que les mêmes responsables de police, chargés des interpellations, déclaraient aux militants visés qu'ils savaient pertinemment (qu'ils

n'avaient la moindre responsabilité dans les attentats du 4 octobre, mais que ces perquisitions et interrogatoires avaient pour seul but de montrer que la police faisait quelque chose... Avez-vous un signifiant (...)

C'est donc à une manœuvre arbitraire d'intimidation politique que s'est livrée la police le 4 octobre 1984 ! Les perquisitions du 4 octobre sont des faits graves et sans précédent, répétons-le, depuis le 10 mai 1981.

Au-delà de l'appréciation que l'on peut porter sur la lutte de libération nationale du peuple corse, il n'est pas possible de laisser se développer une campagne d'intoxication d'origine policière, qui vise à justifier auprès de l'opinion publique des mesures d'intimidation, une véritable mise sous contrôle policier et plus tard peut-être une répression directe contre les militants du CSLPC et des CCA, sous prétexte qu'ils affirment que les travailleurs de France doivent se porter solidaires et prendre conscience de l'importance de la lutte du peuple corse pour son autodétermination.

C'est pourquoi les CCA appellent l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques à réagir contre cette grave atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi qu'à protester contre les mesures d'intimidation policières envers le CSLPC et les CCA.

Le Comité Central des CCA Paris le 7 octobre 1984 »
Lutte Ouvrière s'associe à cette protestation, à laquelle devraient s'associer toutes les organisations de gauche et les syndicats ouvriers.

Expulsions à l'Hay-les-Roses

A l'Hay-les-Roses, le foyer dit de la « Petite Afrique » a disparu. Il était complètement laissé à l'abandon depuis des années. L'eau et l'électricité y étaient coupées depuis décembre 1983... Alors, « assainissement » oblige, les CRS ont pro-

cedé en début de semaine à l'expulsion de ses 360 résidents.

Certains — surtout les familles — ont été relogés dans des HLM. Mais pas tous. Entre 60 et 70 expulsés ne savaient pas

où ils iraient le soir même, note le journal *Libération*, et une quarantaine d'autres avaient un abri assuré pour deux ou trois jours seulement.

Mais là n'était pas le problème du maire... socialiste !

On n'est plus si sûr...

France-Soir Magazine du 20 octobre a publié les résultats d'un sondage sur les Français et l'insécurité.

Le prétendu « sentiment d'insécurité », tant monté en épingle par la droite et par France-Soir en particulier, semble moins répandu et vivace que cela, puisque 8 % des personnes seulement s'estiment « pas du

tout en sécurité », contre 57 % « moyennement en sécurité » et 35 % « tout à fait en sécurité ».

Les causes de la délinquance sont considérées pour 87 % comme des causes sociales : 58 % des personnes désignant le chômage, et 29 % les grands ensembles d'habitation. Viennent derrière « la

démision des parents » (39 %), la « trop grande clémence de la justice » (24 %). La « présence d'immigrés » vient loin derrière, avec 9 %.

Bref, un sondage qui devrait en bonne logique amener France-Soir à changer de contenu...

P.N.

Les salaires sont bloqués, mais pas les pots-de-vin

L'hebdomadaire allemand *Spiegel*, plutôt social-démocrate, vient de révéler qu'une bonne partie des dirigeants démocrates-chrétiens et libéraux ont bénéficié des largesses du groupe privé allemand qui passe pour le plus riche du pays, le holding Flick. Le dirigeant du cartel, qui possède d'importants intérêts dans les aciers spéciaux, l'industrie d'armement et celle du papier, avait été mis en cause pour avoir arrosé successivement deux ministres de l'Industrie en échange d'une remise d'impôt dépassant le milliard de francs. L'un d'entre eux, le comte Lambsdorff, attend d'ailleurs de passer en jugement, après avoir été contraint de démissionner.

C'est maintenant le président du Bundestag, Rainer Barzel, qui est mis sur la sellette. Il aurait touché la bagatelle de 5 millions de francs entre 1971 et 1980. L'actuel président de la République fédérale allemande, Richard von Weizsäcker, présenté comme un

modèle d'intégrité, y aurait aussi goûté, bien que pour des sommes plus modestes; et aussi, semble-t-il, l'actuel chancelier Helmut Kohl; tout comme Franz Josef Strauss, le leader tonitruant de la droite musclée.

Bref, tout le Gotha des politi-

ciens de droite allemands, qui passent leur temps à expliquer aux travailleurs qu'il faut se serrer la ceinture, s'enrichissent en douce et en palpaient auprès des grands capitalistes.

Des pourboires de ce genre n'ont en vérité rien d'exceptionnel. Pour le groupe Flick, il s'agit même d'une tradition. Il avait subventionné Hitler dans les années 30, comme d'ailleurs la quasi-totalité des grands capitalistes allemands.

Le phénomène n'est pas propre à l'Allemagne non plus. En Italie, la Mafia, les milieux politiques, la haute finance et le Vatican font leur cuisine dans la même marmite. Et les exemples de pots-de-vin abondent dans tous les pays. Le prince hollandais Bernhard améliorerait l'ordinaire de sa royale épouse en servant d'entremetteur pour la vente des avions Lockheed.

Le Premier ministre japonais Tanaka est passé récemment devant un tribunal pour des motifs semblables. Et aux Etats-Unis, où les campagnes électorales se financent à coup de milliards, il ne se passe pas une année sans que des proches du président ne trempent dans des affaires louches. Dernier en date à trinquer: Donovan, secrétaire d'Etat au Travail, accusé d'avoir reçu de l'argent de la Mafia américaine.

Nos politiciens seraient-ils d'une espèce différente, ou la presse française est-elle moins compétente ou moins entreprenante que celle des autres pays? Certes on entend de temps à autre parler d'un général qui se fait opportunément écraser par un autobus avant d'avoir pu s'expliquer sur ses relations avec un avionneur

américain, ou d'un trou de plusieurs dizaines de millions de francs dans la caisse patronale de la Fédération nationale des travaux publics, qui finance généreusement les partis de droite en période d'élections.

Mais ce n'est là que menu fretin. On peut en conclure que les politiciens français font le boulot gratuitement. Ils sont vendus, sans même être achetés!

Mais sur le fond, ça ne change rien. Parce que, avec ou sans pots-de-vin, qu'on leur retourne ou pas un petit pourcentage, tous les hommes politiques de la bourgeoisie sont là pour vider les caisses de l'Etat au profit des capitalistes. Ils n'ont même pas besoin de violer la légalité: les lois et tout le système sont conçus pour ça.

Marie ANTONIN

ITALIE

La fraude fiscale artisanale

Mardi 23 octobre, dans toute l'Italie, les commerçants ont fermé boutique pour protester contre une disposition de la loi de finances 1985, actuellement en discussion au Parlement, visant à permettre le contrôle des déclarations de revenu des commerçants, artisans et membres des professions libérales. Jusqu'à présent, ceux-ci en effet pouvaient déclarer à peu près n'importe quoi, autrement dit presque rien! C'est ainsi qu'en 1981 les constructeurs immobiliers n'ont déclaré au fisc qu'un revenu annuel moyen de 7 millions de lires (35 000 F), alors que la même année un ouvrier déclarait 8,6 millions de lires (43 000 F) et un employé 11,4 millions de lires (57 000 F). A Rome, 48 % des bottiers et chausseurs affir-

ment ne vendre que deux paires de chaussures par jour, 55 % des commerçants et 65 % des rôtisseurs déclarent moins de 5 000 F de chiffre d'affaires par mois.

Evidemment, l'essentiel de la charge des impôts pèse sur les salariés qui, eux, ne peuvent rien dissimuler. D'après une étude du syndicat UIL (la CFDT italienne) les impôts payés par les salariés se sont élevés à 200 000 milliards de lires. Durant cette période, les autres contribuables auraient dû normalement verser 239 000 milliards de lires au fisc, mais ils n'en ont payé qu'un tiers environ.

Avec la crise, le gouvernement italien cherche maintenant à pressurer des couches

sociales de la petite bourgeoisie, que jusqu'à maintenant il avait ménagée. Vis-à-vis des salariés, ce n'est peut-être que justice. Mais il y a aussi beaucoup de démagogie dans toutes ces mesures.

Car si l'Etat italien voulait vraiment empêcher la fraude et récupérer les fonds détournés, ce n'est pas seulement aux petites entreprises qu'il imposerait un contrôle. Car les petits entrepreneurs, les professions libérales, ne disposent que de petits moyens pour dissimuler au fisc. On serait curieux de savoir ce que peuvent détourner, en Italie, les trusts qui, eux, ont une armée d'experts pour falsifier leurs comptes.

Alain LEMOINE

USA

Les méthodes de la CIA

Le *New York Times* vient de publier des extraits d'une brochure de 44 pages intitulée *Les opérations psychologiques dans la guerre de guérilla*; publiée par la CIA à l'intention des « contras » nicaraguayens, qui luttent contre le régime sandiniste. Dans cette brochure, la CIA recommande l'assassinat, le chantage, l'organisation de violences « spontanées », la provocation, l'embauche de tueurs professionnels. Elle donne par exemple des conseils pour l'occupation d'une ville jusque-là neutre: dès leur arrivée, les éléments anti-gouvernementaux

devront « détruire les installations militaires et policières et amener les survivants sur une place publique, détruire les lignes de communications, créer un tribunal public, où les sandinistes et leurs sympathisants seront humiliés et tournés en ridicule, faire des visites de courtoisie aux notables comme les médecins, les prêtres, les enseignants, etc. ».

La publication de cette brochure a mis les autorités américaines dans un certain embarras: Reagan a ordonné l'ouverture d'une enquête sur cette publication. Le porte-parole de la Maison-Blanche s'est

empressé de déclarer que l'administration « n'a jamais prôné ou approuvé l'assassinat politique ou toute autre attaque contre des civils et ne le fera jamais ».

Que cette brochure soit connue gêne les autorités. Mais comment croire qu'elles réprouvent les méthodes qui y sont conseillées? Ce sont quand même bien les dirigeants américains qui entraînent, équipent et expédient des troupes spéciales dans un certain nombre de pays d'Amérique latine et centrale, comme le Nicaragua.

L.V.

L'épave du Mont-Louis : cadeau de la France à la Belgique

Maintenant que les fûts de la COGEMA ont été retirés du *Mont-Louis*, se pose le problème de l'épave. Echouée au large d'Ostende, elle gênerait l'accès au chenal menant vers les principaux ports de la Belgique, affirme le gouvernement de ce pays, qui demande à la Compagnie Générale Maritime, propriétaire du bateau, de la faire évacuer.

Mais pour l'armateur français, Claude Abraham, président de la CGM, il n'en est pas question: le *Mont-Louis* se trouve dans les eaux internationales, et non dans les eaux territoriales belges; sa société ne serait donc tenue par aucune obligation juridique d'enlèvement. De plus, l'épave ne

serait pas dans le chenal mais « sur sa bordure sud », émergeant à marée basse, et elle ne gênerait pas!

Cela dit, bon prince, et jugeant que l'épave est irrécupérable, l'armateur français ne s'oppose pas à ce que les Belges l'enlèvent... à leurs propres frais. La CGM invoque qu'elle a versé un « fonds de garantie » couvrant ce genre d'accident et s'élevant à 1,1 million de francs, alors que les travaux d'enlèvement et le découpage de l'épave se monteraient à une somme allant de 30 à 60 millions de francs, selon les conditions atmosphériques!

Et puis, si l'armateur français organisait et finançait l'enlèvement ne reconnaîtrait-il pas, de fait, qu'il a une part de responsabilité dans l'accident? Il n'y tient pas. Il le nie même.

Pour tous les entrepreneurs capitalistes du monde, la terre est une poubelle. La mer aussi! Ils vivent tous sous le régime de la société à responsabilité limitée!



Le 1^{er} novembre 1954 débutait la guerre d'Algérie

Le 1^{er} novembre 1954, à 1 h. 15 du matin, une nuit d'attentats commençait en Algérie. Pratiquement partout sur le territoire algérien, des fusillades, des explosions prenaient pour cible les symboles de la présence française : casernes, résidences des gouverneurs, entrepôts de colons, etc. A Alger, à l'usine à gaz, plusieurs bombes de fabrication artisanale éclataient. Simultanément, les cuves de pétrole des installations Mory étaient touchées par des explosions. A Batna, des soldats français étaient abattus. A T'Kout, dans les Aurès, les gendarmes étaient assaillis par des Algériens en armes et se barricadaient dans leur gendarmerie.

Les dégâts furent limités. Les bombes, souvent de trop faible puissance, endommagèrent peu leurs objectifs. Mais l'impérialisme français en Algérie était pourtant bel et bien atteint.

L'Algérie de 1954, c'était d'abord celle des gros colons français, vivant de l'exploitation d'une masse de travailleurs algériens, sous la bénédiction des autorités françaises. Quelques hommes y possédaient la plus grande partie des terres, les sociétés de

commerce, les entreprises, les journaux.

Borgeaud en était un exemple. Par ses sociétés transitaient 160 000 hectolitres de vin par an, la quasi-totalité des exportations. Il avait 6 000 employés, 1 000 hectares de vignes, les cigarettes Bastos. Il était administrateur du Crédit Foncier d'Algérie, des Moulins du Chélib, des Cargos Algériens, de la Nord-Africaine des Ciments Lafarge, de la Distillerie d'Algérie. Il possédait *L'Echo d'Alger* et *La Dépêche de Constantine*.

La population algérienne, elle, restait cantonnée dans la misère : salaires de famine, des ouvriers payés un franc par jour, sous-alimentation, pas de scolarisation pour la majorité des musulmans, et aucun droit politique.

Du côté algérien, il n'y eut, le 1^{er} novembre 1954, que 800 combattants, armés seulement de 400 fusils, pour commencer la rébellion contre l'impérialisme français. Mais leur force n'était pas dans leur nombre. Elle était dans la colère que des décennies d'oppression coloniale avaient accumulée dans la population algérienne. Et c'est elle, renforcée par la répression aveugle, qui conduisit tout un peuple à se sentir solidaire de leur combat.

Nelly MEYER

Des attentats contre le colonialisme français... mais pas seulement

Le 1^{er} novembre 1954 marque le début de la guerre d'Algérie. Mais pas seulement. Ce jour-là fut aussi la première pierre de ce qui devint par la suite l'Etat algérien actuel.

La vague d'attentats qui déferla sur tout le territoire algérien, au même instant, à la minute près, n'avait pas pour seul but de manifester l'existence de quelques centaines de combattants nationalistes face au colonialisme français, existence déjà maintes fois affirmée et confirmée dans le passé. Elle était aussi le signe que des hommes avaient fait le choix de construire une organisation indépendante du contrôle des masses populaires et susceptible de former le futur appareil de l'Etat algérien.

Fait significatif : le déclenchement du 1^{er} novembre fut décidé à la suite d'une crise interne au mouvement nationaliste, indépendamment de toutes autres considérations, et

surtout de toute participation consciente, active, du peuple algérien lui-même.

En 1954, le mouvement nationaliste était représenté essentiellement par deux mouvements : l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien) de Ferhat Abbas, qui rassemblait les notables partisans d'une Algérie autonome dans le cadre d'une fédération française, et le PPA-MTLD (Mouvement pour le triomphe de libertés démocratiques) de Messali Hadj, plus radical et aux assises populaires beaucoup plus larges. C'est au sein de ce dernier qu'à mûri la crise qui devait aboutir au déclenchement de l'insurrection.

Après l'échec de l'insurrection du 1^{er} mai 1945 à Sétif, que le PPA avait dirigée et dont la répression avait fait 45 000 morts, le PPA-MTLD avait opté pour une politique sur trois fronts. Une action légale, sous le sigle MTLD ; une autre, clandestine, sous celui de PPA ; et une préparation militaire en vue de

La commémoration de l'ins



Le résultat d'une opération de ratissage dans les Aurès en 1959. L'armée française a tué un million d'Algériens. (Ph. LO).



futures actions armées, au sein d'une organisation spéciale, l'OS. Les difficultés de mener l'action légale, la répression policière, les échecs électoraux accentuèrent les conflits de personnes et entraînèrent une grave crise au sein du PPA-MTLD. Les membres de l'OS, de par leur préparation et leur formation, étaient plus enclins à brûler les étapes et plus encore décidés à ne pas tenir compte de l'avis de la population algérienne, de son niveau de conscience, de sa préparation ou non à la lutte.

Réunis en juin 1954, ils décidèrent de passer aux actes rapidement. Il fallait prendre les devants par rapport aux autres tendances du mouvement qui se préparaient de leur côté, s'affirmer les seuls interlocuteurs du pouvoir colonial, et créer par là-même une situation irréversible à partir de laquelle chaque Algérien aurait à se déterminer, pour ou contre, quoi qu'il en pense.

En fait, le déclenchement de la guerre ne visait pas le seul impérialisme français. Il était aussi le début d'une guerre entre fractions rivales aspirant à devenir les gouvernants de l'Algérie future.

L'appareil d'Etat actuel peut à juste titre choisir le 1^{er} novembre comme fête nationale. C'est bien ce jour qu'il s'est défini.

Alain MARQUET

Le chef de la répression : François Mitterrand

En novembre 1954, François Mitterrand occupait les fonctions de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Mendès-France.

Dès le lendemain de l'insurrection, il envoyait le colonel Ducournau sur place avec les conseils suivants : « C'est dans l'Aurès que semble se trouver le foyer le plus dur. Ducournau, je vous connais, allez là-bas. Et balayez-moi ça ».

Dès le 5 novembre, répon-

dant aux offres de négociations qui se trouvaient dans le manifeste distribué le même temps que les attentats, François Mitterrand déclarait devant la Commission de l'Intérieur : « seule négociation, c'est la guerre ». Et deux jours plus tard : « L'Algérie, c'est la France, et la France reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne ».

De son côté, le président du Conseil, Mendès-France, déclarait : « Qu'on n'atten-

Cheysson, le dernier gaulliste ?

L'annonce du voyage de Cheysson, ministre des Relations extérieures, aux cérémonies anniversaires de la révolution algérienne le 1^{er} novembre 1954, la fête nationale algérienne depuis l'indépendance, a suscité une levée de boucliers dans les rangs de la droite. François Léotard, secrétaire général du PR, est monté le premier en lice : « Cette décision est inacceptable, non seulement pour le million de Français fichus dehors d'Algérie, mais pour l'ensemble de ce que représente pour nous une certaine dignité de la France ». Et il a qualifié ce voyage de « forfaiture ».

Le RPR a été dans les premiers jours plus discret et le député gaulliste Georges Gorse, lui, président de l'association France-Algérie, avait l'intention d'accompagner Cheysson à Alger... dans un premier temps. Puis il s'est rétracté. Il est rentré dans le rang et lui aussi a haussé le ton. Le RPR ne veut sans doute pas laisser le monopole de la critique au PR, en déclarant « indécemment scandaleux de fêter l'assassinat de Français ». Finalement, Georges Gorse ne se rendra pas à Alger.

L'opposition a trouvé un nouveau canasson à enfourcher contre le gouvernement avec l'espoir de rallier tous ceux qui n'ont pas encore digéré la victoire du FLN sur l'armée française... Et ils sont nombreux en France !

Mais la pose outragée de la droite — de toute la droite — est une comédie hypocrite : sous le septennat de Giscard, tous les ans, un message de félicitations du président de la République française était envoyé au président algérien à l'occasion du 1^{er} novembre. En 1979, Georges Gorse était allé représenter officiellement la France ! Il ne s'était alors trouvé personne pour s'en indigner !

de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation et l'intégrité de la République, (...) Entre l'Algérie et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable. Cela doit être clair pour tout le monde ». A quoi François Mitterrand ajoutait : « Des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement ».

Mais Mendès-France et son ministre ne s'en tenaient pas à de simples déclarations. La nuit même de la fameuse Toussaint 1954, la répression se déclencha. L'état de siège fut proclamé dans plusieurs régions, des vagues d'arrestations furent menées, les

Et puis, qui pourrait y retrouver ses petits ? La guerre d'Algérie, toute la bourgeoisie française l'a voulue, soutenue, réactionnaires et colonialistes qu'étaient tous ses hommes, et pas seulement les colons d'Algérie. Et cette guerre de la bourgeoisie française contre un peuple exigeant son indépendance, ce sont des gouvernants réputés de gauche qui l'ont faite, de 1954 à 1958 : les Mendès-France, les Mollet, les Mitterrand. Ce sont les serveurs de gauche de la bourgeoisie colonialiste qui ont fait le boulot, couvert, soutenu puis organisé les massacres, les ratissages, les tortures d'une armée de paras dirigés par des Massu, Bigeard ou autres Le Pen.

Il a fallu finalement De Gaulle, un homme de droite, un général réactionnaire, pour se montrer le moins bête de tous et mettre un terme à ce combat d'arrière-garde d'une bourgeoisie sénile, crispée sur un passé révolu, d'une bourgeoisie qui ne voulait pas admettre — même devant ses désastres militaires — que le colonialisme avait fait son temps.

Eh oui, De Gaulle a su conclure la guerre, céder l'indépendance avant qu'elle ne soit arrachée et faire d'une débâcle, un semblant de victoire. Les socialistes, eux, au gouvernement, ont été colonialistes jusqu'au bout !

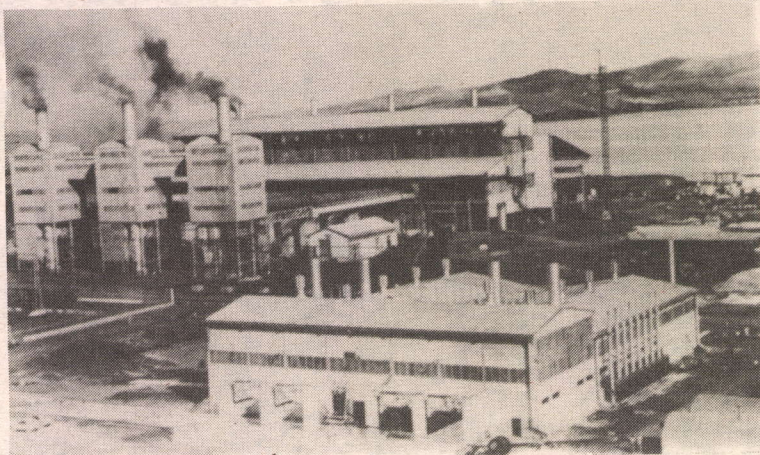
Alors, à propos des prises de bec gauche-droite sur la commémoration actuelle, à propos de ce « j'y-va-t-y, j'y-va-t-y-pas », tout ce qu'on peut sérieusement se demander, c'est à qui au juste Cheysson va rendre hommage ? Probablement pas à Mitterrand qui criait à l'époque : « L'Algérie, c'est la France » et « La seule négociation, c'est la guerre ». Non, Cheysson va rendre hommage à De Gaulle ! Sans doute sa dernière gaffe ?

interrogatoires, les tortures commencèrent. Le 5 novembre, le Conseil des ministres prononçait la dissolution du MTL, couvrait les arrestations illégales auxquelles avaient déjà procédé la police, et autorisait l'arrestation d'autres centaines de militants, tant en France qu'en Algérie (2 000 à la fin de l'année), militants qui pour la plupart ignoraient voire désapprouvaient l'insurrection.

Le gouvernement envoyait au général Chérif d'importants renforts, avec pour mission de ratisser systématiquement les villages. L'aviation intervint et bombardait d'innombrables mechtas habitées par des gens totalement étrangers au soulèvement.

Alain LEMOINE

Le colonialisme français sévit toujours



— La bourgeoisie française ne veut pas lâcher ses intérêts (AFP).



Extrait du Monde du 14 novembre 1954. Quand Mitterrand promettait la répression aux Algériens... (Ph. LO).

M. MITTERRAND : Les mesures militaires seront développées, mais elles ne suffisent pas

Prenant la parole au cours de la séance du soir, M. Mitterrand, après avoir brièvement relaté les événements de la nuit du 31 octobre, où sept personnes ont été tuées et cinq blessées, cependant qu'avaient lieu une vingtaine d'attentats à la bombe — au total soixante à soixante-dix actions criminelles, — a déclaré qu'il y avait eu là une « révolte terroriste dans son esprit comme dans ses moyens, limitée, certes, mais organisée », et qui s'est « cristallisée dans l'Aurès, demeuré de tout temps le refuge de hors-la-loi qu'on tente aujourd'hui de parer d'un fallacieux aspect d'héroïsme ».

Il constate que « des citoyens sont partis en guerre contre leur propre patrie », mais que, malgré tous les appels à l'émancipation, la masse du peuple, huit à neuf millions d'hommes qui vivent dans des conditions difficiles et qui méritent qu'on y porte remède sans tarder, ne bouge pas ; ou, si elle bouge, ce fut pour maintenir l'ordre et la concorde entre les citoyens, pour faire triompher la loi.

S'il en a été ainsi, alors que de toutes parts on s'attachait à discréditer le gouvernement, qu'on présentait comme un gouvernement d'abandon, alors qu'on s'essayait à faire croire à la masse du peuple qu'elle ne serait pas défendue contre ceux qui voulaient déchirer la France, c'est que le gouvernement, comme les autorités locales, a fait son devoir. Il n'accepte pas qu'on lui reproche de ne l'avoir pas fait.

Les mesures ont été immédiates

Les mesures ont été immédiates. On a parlé de surprise : vingt bombes avaient éclaté ; on en a saisi cinq cents. On a détruit des cellules. On a procédé à l'arrestation d'individus qui s'apprêtaient à agir. Il y a eu sept morts tragiques : c'est beaucoup trop, mais cela permet-il de dire que les autorités ont manqué de vigilance et d'esprit de décision quand tant de forces se conjuguèrent dans le monde pour attenter à la présence française en Afrique du Nord ? Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche.

Le bruit s'était tout à coup répandu que l'Algérie était à feu et à sang, fermant ainsi la boucle d'un cercle passant par la Tunisie et le Maroc. Cela ne sera pas, parce que l'Algérie c'est la France et que des Flandres au Congo il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement. C'est la Constitution et c'est notre volonté. Personne n'a le droit de penser que le gouvernement en ait douté. Préserver le domaine français en Afrique, comme nous le permet le triste règlement de nos affaires en Asie, voilà la volonté du gouvernement.

En trois jours, seize C.R.S. ont été transportées. Leur total est maintenant de vingt en Algérie. Des troupes nom-

que l'Aurès est abandonné à la sécession.

Passant au problème politique « immédiat », le ministre indique que le gouvernement a dissous le M.T.L.D. et fait perquisitionner dans la métropole et en Algérie parce qu'il avait pu constater que cette organisation avait, sinon l'initiative directe, du moins la direction idéologique de l'« insurrection », à laquelle elle avait fourni les éléments les plus fanatiques. « Le gouvernement continuera dans cette voie », s'écrit-il. « Tous ceux qui troubleront le calme et agiteront en faveur d'une sécession seront frappés, par tous les moyens, ainsi que leurs complices. Il n'est pas admissible qu'un citoyen se révolte. Comptez sur le gouvernement et sur moi. »

Si les problèmes ne sont pas pour l'Algérie les mêmes qu'en Tunisie et au Maroc, les mesures à prendre sont à certains égards du même ordre. « En Algérie, où nous avons affaire à des citoyens français, nous serons plus compréhensifs et généreux, mais aussi plus rigoureux. Le gouvernement veillera à ce que nos concitoyens d'Algérie sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française. »

Les mesures militaires seront développées, mais elles ne suffiront pas à résoudre tous nos problèmes. Le montant des investissements va être porté au budget de 31 milliards à près de 40 milliards. Nos propositions prouvent que nous voulons faire le maximum afin que chaque Algérien sache qu'il est la préoccupation la plus chère de la France. L'effort entrepris, qui portera notamment sur les écoles et les routes, devra être poursuivi pendant plusieurs années. Il y a là une œuvre admirable dont le peuple algérien, si fidèle, est digne. »

Nous ferons tout pour que le peuple algérien, partie intégrante du peuple français, se sente chez lui, comme nous et parmi nous. Sachant que nous pouvons compter sur le civisme de la population, l'appliquera une politique qui sera celle de la volonté et de la présence, et qui fera de l'Afrique le plus beau témoignage de la pérennité de la civilisation française. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

Malgré M. Choukairy

LES ÉTATS ARABES NE SONGENT PAS À PORTER DEVANT L'O. N. U. LES AFFAIRES D'ALGÉRIE

New-York (Nations unies), 13 novembre. — Dans une déclaration faite hier soir vendredi, M. Ahmed Choukairy, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe

Samedi 20 octobre, une centaine de partisans de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ont dressé deux barrières pour interrompre le tour cycliste de l'île qui, disaient-ils, « masque le vrai problème du peuple kanak ». Par ailleurs, de jeunes Mélanésiens se sont attaqués à un hôtel dont les propriétaires sont européens.

Bien que les autorités locales aient envoyé des hélicoptères et des gardes mobiles, elles ont dû céder partiellement aux revendications des indépendantistes et modifier l'itinéraire de la course.

Les anti-indépendantistes ont alors construit, à leur tour, des barricades pour protester car les Blancs qui sont sur place et qui exploitent la population locale, directement ou indirectement, ne veulent pas entendre parler d'indépendance.

Des affrontements ont donc souvent lieu entre Mélanésiens et Européens et ils risquent de se multiplier jusqu'au 18 novembre, date des élections territoriales, les indépendantistes regroupés dans le FLNKS ayant décidé de les boycotter si le droit de vote n'était pas donné uniquement aux Calédoniens nés sur place et dont le père et la mère sont eux aussi nés en Nouvelle-Calédonie. On comprend cette revendication quand on sait que la majorité des Mélanésiens sont pour l'indépendance, on peut le vérifier lors des élections ; mais comme les Mélanésiens représentent moins de la moitié de la population, ils ne sont pas près de remporter des élections ! Le gouvernement français peut ainsi imposer sa volonté tout en se donnant une allure démocratique à bon compte.

Le FLNKS a donc décidé de dénoncer cette mascarade. Composés du Parti de Libération Kanak (Palika), de l'Union Calédonienne (UC), de l'Union Progressiste Mélanésienne (UPM) et du Parti Socialiste Calédonien, il proclame vouloir établir « une république socialiste décentralisée et démocratique, sans distinction de races, de sexes, de religions et d'opinions, dans la limite de la souveraineté de l'Etat ».

Comme le FLNKS est composé aussi bien de notables que de militants se réclamant de la révolution, on peut difficilement savoir quelles actions il voudra mener. Seule certitude : de nombreux Mélanésiens sont décidés à obtenir l'indépendance et le projet de référendum que Mitterrand leur a promis pour... 1989 ne les fera pas patienter. Au petit jeu des élections, ils seront éternellement perdants, et ils le savent.

Joëlle GERARD

La Nouvelle-Calédonie fait partie des terres que possède la France dans le Pacifique. Située à plus de 16 000 km, elle est qualifiée de « territoire d'outre-mer », car la France n'a plus officiellement de colonies. Elle possède un peu plus de 140 000 habitants : 44,33 % sont des Mélanésiens, 35,65 % des Européens et le restant est composé principalement de Wallisiens, de Tahitiens et d'Indonésiens.

Le gouvernement décore des gardes civils accusés de torture

Fin septembre, le gouvernement français a approuvé l'extradition de trois militants basques en alléguant surtout que l'Etat demandeur, c'est-à-dire l'Espagne « démocratique » et sa justice offraient des garanties suffisantes pour leur accorder les extraditions sollicitées.

Malheureusement, dans cette belle démocratie, il y a toujours une armée et une police qui proviennent directement de la dictature franquiste. Il existe aussi une loi baptisée « antiterroriste » qui permet d'arrêter et de maintenir les détenus au secret pendant dix jours dans les commissariats, ce qui permet aux policiers de les torturer impunément.

Cela n'empêche pas le gouvernement français de faire semblant de croire qu'avec un gouvernement socialiste, ces choses appartiennent à un passé révolu. Mais il n'ignore sûrement pas ce que tout le monde sait en Espagne, c'est-à-dire qu'entre janvier 1981 et juillet 1984, on a recensé 3 500 cas de tortures et sévices dans le Pays basque ; qu'entre janvier et juillet 1984, il y a eu 743 personnes arrêtées en vertu de ladite loi antiterroriste (une loi que le gouvernement socialiste

avait critiquée quand il était dans l'opposition et qu'il n'a pas abolie), et rendue encore plus dure en accordant de prolonger la durée de garde à vue, de faciliter les perquisitions, les écoutes téléphoniques, et l'ouverture des lettres.

Et ce même gouvernement n'a pas cessé de couvrir systématiquement les policiers rendus coupables, selon la Constitution « démocratique » toujours en vigueur, de sévices et tortures contre les détenus.

Mais, à ce qu'il paraît, les couvrir n'était pas encore suffisant. Il fallait les décorer. Et c'est ce que vient de faire le ministre de l'Intérieur, Barrio-nuevo, le 12 octobre, à l'occasion de la fête de l'hispanité en agrafant sur la poitrine de sept gardes civils accusés de tortures et sévices contre des détenus, ainsi que du lieutenant colonel qui avait défendu deux d'entre eux lors de leur procès, la médaille de l'Ordre du mérite !

Cela a fait écrire à l'éditorialiste de *El País* que : « La tolérance (ou le soutien) de l'exécutif envers des personnes accusées d'un délit aussi grave que l'est la torture (expressément interdite par la Constitution et gravement sanctionnée par l'article 204bis du Code pénal



La Guardia Civil n'a pas changé depuis Franco (Photo Pol Gornek).

réformé) dépasse toute capacité de compréhension ».

Mais si la capacité de compréhension de certains journalistes semble dépassée dans cette affaire, on peut parier qu'elle n'empêchera pas les

gouvernements français et espagnol de poursuivre leur collaboration contre les militants et les réfugiés basques, Alfonso Guerra, le vice-président du gouvernement espagnol, l'a dit : « Le gouver-

nement demandera d'autres extraditions à la France. Elles remplissent toutes les formalités légales requises et ouvrent sans doute une nouvelle étape dans nos relations ».

Gabriel CATALA

Dans notre courrier :

A nouveau le problème basque

Chers camarades,

Je viens de lire le remarquable article de *Lutte Ouvrière* (n° 853) en réponse à MB d'Alès sur la question basque. Il n'est pas tout à fait juste, par contre, que l'ETA affiche un mépris complet pour la classe ouvrière : il existe un syndicat (LAB) ouvrier regroupant les indépendantistes et l'idéologie de l'ETA est « socialisante ». La critique, à mon sens, doit plutôt porter sur le fait que ce mouvement utilise la violence armée au nom du peuple basque et non avec ! Où était l'ETA du reste, le soir du putsch du 23 février ? Seuls la LCR et LKI ont appelé à la grève générale et aux barricades... avec un total insuccès !

Par ailleurs, le Pays basque n'est pas sur une planète inconnue et lointaine. Et si la classe ouvrière aura des comptes évidents à demander à ETA (LO n° 852), il est non moins évident que la classe ouvrière basque a des raisons de se plaindre du manque de solidarité internationaliste des ouvriers français et espagnols !

« L'émancipation des ouvriers sera l'œuvre des ouvriers eux-mêmes... mais les masses ne sont pas sans péché » disait Trotsky. Elles auraient même plutôt tendance en ce cas à gober la démagogie bourgeoise sur les « crimes de sang » et « la démocratie espagnole ».

Continuons donc à ne pas confondre « leur morale et la nôtre ».

Salut révolutionnaire
J.J.R. (Bayonne)

★ Putsch de Tejero. Note de la rédaction.

L'ETA serait « d'idéologie socialisante » et aurait même constitué un syndicat basque. Certes. Mais de là à en tirer argument comme le fait notre correspondant pour affirmer que l'ETA n'a pas de mépris pour la classe ouvrière, c'est autre chose. Se dire socialiste ou socialisant est de nos jours une étiquette on ne peut plus galvaudée. L'exemple des gouvernants français et espagnols prouve, si c'était nécessaire, qu'on peut se parer de l'étiquette « socialiste » et n'être que profondément bourgeois et antiouvrier.

D'autre part, le fait de chercher à organiser les ouvriers « basques » n'est pas l'apanage de l'ETA. La meilleure preuve en est que les nationalistes basques bien classiques du Parti Nationaliste Basque ont depuis bien longtemps créé un syndicat le STB (Solidarité des travailleurs basques). Dans l'un et l'autre cas (STB et LAB), ce ne sont que des illustrations de la façon dont la classe ouvrière intéresse les nationalistes basques : en tant que troupes. Mais rien dans toute l'activité de l'ETA ne permet de dire qu'ils militent pour que la classe ouvrière prenne son sort en main. Et c'est là tout le problème.

Notre correspondant regrette que l'internationalisme ne se soit guère mani-

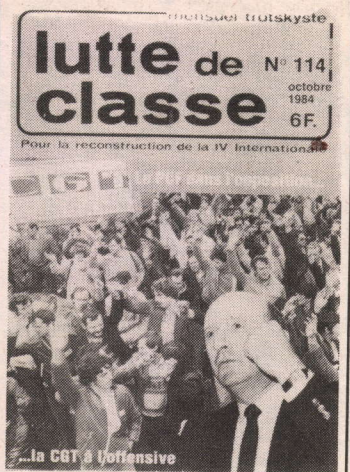


La police en action à Bilbao (AFP).

festé parmi les travailleurs espagnols ou français à l'égard des travailleurs du Pays basque. Sans doute, mais l'internationalisme n'est pas chose si répandue.

Quant à nous si nous avons manifesté ici en France notre soutien aux nationalistes basques extradés, ce n'est pas parce que nous reconnaitrions implicitement un caractère ouvrier ou progressiste au mouvement. C'est même mal-

gré les positions politiques de l'ETA que nous avons tenu à manifester notre solidarité, parce qu'il s'agissait de militants politiques victimes de l'Etat français, victimes d'un accord conclu entre gouvernants espagnols et français, et que c'est notre devoir de révolutionnaires de défendre les vieux principes démocratiques bourgeois, comme l'est le « droit d'asile » quand il est attaqué.



Au sommaire de la « Lutte de Classe » d'octobre

- Le Parti Communiste dans l'opposition.
- La CGT à l'offensive
- Angleterre : mineurs en grève et stratégie syndicale.
- Sous Juan Carlos comme sous Franco, le problème basque reste un problème politique.
- Allemagne : après les 35 heures.

□ CREUSOT-LOIRE
(Le Creusot)

Après une semaine de grève, une majorité de travailleurs votent contre le protocole de protection sociale

Les travailleurs de Creusot-Loire au Creusot ont fait une semaine de grève du lundi 15 octobre au vendredi 19. C'est la CGT, syndicat majoritaire sur l'usine, qui a pris énergiquement la direction du mouvement, entraînant derrière elle les autres syndicats.

Depuis quatre semaines, la CGT a changé en effet de tactique. Elle a cessé d'être à la remorque des cadres, comme elle l'a fait pendant le mois de septembre. Et, alors que le haut encadrement et les chefs de Creusot-Loire se déclaraient favorables au nouveau plan proposé par Usinor et Framatome, la CGT prenait la position radicale-

ment opposée et dénonçait d'une façon virulente ce nouveau plan assorti de 2 600 suppressions d'emplois sur l'ensemble du groupe.

Proposant tout d'abord, seuls, des réunions d'ateliers et réunissant une minorité de travailleurs combattifs, un millier sur l'ensemble des 6 000 travailleurs du Creusot, les militants de la CGT réussissaient en 15 jours à changer le climat. C'est vrai qu'il fallait pas mal de salive et d'efforts à bon nombre de ces militants pour remonter le courant dans les ateliers, car beaucoup de travailleurs, étonnés du revirement, se demandaient si c'était du tard ou du cochon.



La grande manifestation du 6 juin dernier. (AFP).

s'ils évitaient l'affrontement, c'était pour repartir plus loin, dans une autre gare. Certains grévistes, dans cette course-poursuite, se retrouvèrent même dans d'autres départements, dans le Jura ou dans la Nièvre, où les gendarmes mobiles envoyés par le préfet de Saône-et-Loire n'avaient plus d'autorisation légale d'intervenir !

Ces actions spectaculaires n'ont pas laissé indifférents les travailleurs des petites entreprises de la région, dont une multitude sont touchés

par les licenciements. Ainsi, mercredi, les travailleurs de la petite ville de Clamecy, dans la Nièvre, faisaient comme ceux du Creusot, bloquaient les routes pour s'opposer à 300 licenciements.

A Paray-le-Monial, les ouvrières licenciées de CERABATI se rendaient à la gare dès qu'elles apprirent que ceux de Creusot-Loire y étaient.

Pendant ces quatre jours, il y avait entre 2 500 et 3 000 travailleurs rassemblés le matin,

et environ un millier qui participaient aux opérations-commando de la journée.

La CGT faisait donc la démonstration qu'elle était prête à prendre la direction du mouvement, et les travailleurs ont répondu présent. Certains, parmi les plus chauds, disaient qu'on aurait bien dû s'y mettre dès le mois de juin dernier, quand les Empain-Schneider étaient encore sur place, et que la CGT aurait dû, dès le départ, tenir le langage radical qu'elle tient aujourd'hui.

La journée du 15 octobre

Les militants de la CGT avaient prévu la journée du lundi 15 octobre comme une journée historique. Par un tract diffusé très largement à l'usine et dans toute la ville, intitulé *Le tocsin*, la CGT appelait à l'action : « *Lundi s'écrit une page importante de l'histoire de notre ville, de notre région. Sans aucune crainte, avec détermination, avec fierté, toutes et tous lundi on sera au coude à coude pour défendre l'emploi.* »

En effet les équipes qui prenaient leur poste à 4 heures du matin débrayèrent massivement et allèrent bloquer le TGV à la gare de Montchanin. Ils furent rejoints l'après-midi par les autres travailleurs pour décider, comme le proposait la CGT,

de bloquer toutes les voies de chemin de fer de la région, jusqu'à ce que les négociations à Paris aient abouti.

Du lundi au vendredi, les secteurs concernés par les licenciements, comptant environ 4 200 personnes (Energie, Métallurgie, SERTRA, au Creusot, et la fonderie de Montchanin) furent en grève totale. Les travailleurs se retrouvaient à la prise de poste à 7 h. 30, pour se rendre ensemble devant la gare TGV, devenue le point de ralliement. De là étaient organisées les différentes équipes, entre 30 et 60 voitures pleines, qui partaient en convoi bloquer les voies de chemin de fer, à Chagny, Louhans, Paray-le-Monial. Arrivés sur place, les grévistes étaient régulièrement délogés par les gendarmes mobiles. Mais,

Cette grève d'une semaine s'est terminée sur un premier recul du gouvernement. Celui-ci a proposé un protocole de protection sociale qui prévoit qu'il n'y aura aucun licenciement « sec », c'est-à-dire non assorti de garanties. Ainsi les 600 travailleurs licenciés ne bénéficiant pas des avantages de la pré-retraite auront 5 mois de plein salaire, un stage de 10 mois payé à 70 % du salaire et la promesse qu'ils seront réembauchés ensuite dans la région.

Mais qu'à cela ne tienne. Si la CFDT a aussitôt signé ce protocole, la CGT ne l'a pas fait. Elle refusait de s'engager sans avoir consulté par un vote à bulletins secrets tous les salariés concernés. Le mardi 23 octobre ce vote a donc été organisé par la CGT avec le seul appui du syndicat Force Ouvrière du Creusot. La direction a refusé toute aide matérielle, refusant de donner les listes du personnel

servant aux élections de délégués du personnel.

Sur 4 200 personnes concernées, 3 232 ont voté, soit 76,95 %. Ce taux de participation relativement élevé rend le résultat du vote largement représentatif : 23 bulletins nuls ; pour le protocole, 1 587 voix, soit 49,46 % ; contre le protocole et, comme il était indiqué sur le bulletin de vote, « pour la poursuite de l'action et pour que s'ouvrent de véritables négociations », 1 622 voix, soit 50,54 %.

Il est à souligner que tout le personnel votait, y compris les cadres. Mais il semblerait que 20 % d'entre eux seulement l'aient fait. Les ateliers les plus touchés par les licenciements ont voté à plus de 60 % contre le protocole.

Dès mardi soir, les militants de la CGT ont annoncé qu'ils étaient satisfaits de ce résultat : « Cela crée une situation nouvelle et le gou-

vernement devra en tenir compte. Il devra rouvrir le dossier et nous, nous devons agir encore plus fort que par le passé. Dès demain nous proposerons de nouvelles formes d'action ».

Les travailleurs du Creusot ont dans l'ensemble l'impression qu'ils ont déjà fait reculer le gouvernement. Mais la majorité vient d'exprimer qu'ils ne fallait pas s'en arrêter là et que le rapport de forces pourrait permettre d'obtenir plus, au moins le paiement intégral de ces dix mois de stage. En effet il ne faudrait tout de même pas que les licenciés d'un patron qui représente une des plus grosses fortunes de France obtiennent moins que ce à quoi les licenciés économiques avaient droit il y a deux ans. Et cette majorité de travailleurs prêts à reprendre la lutte risquent fort d'entraîner les autres dans la semaine qui vient.

□ CEZUS (Jarrie)

Trop c'est trop !

Le mercredi 10 octobre à l'atelier Chloration de Cézus à Jarrie, dans le secteur SiCl₄, une soudure a lâché. Aussitôt une importante fumée à base d'acide chlorhydrique s'est répandue dans l'installation et sur le site. La fuite n'était pourtant pas très importante, mais une faible quantité de ce produit au contact de l'air dégage d'importantes vapeurs suffoquantes. Les travailleurs de l'atelier ont eu droit à une séance de masque à gaz, qui bien sûr n'a rien eu de réjouissant.

Mais cela n'était qu'un épisode dans les fuites, puisque le lendemain matin le secteur Effluents du même atelier se mettait à cracher dans l'atmosphère ses propres fumées. L'affaire, cette fois, était encore plus sérieuse, puisque les émanations dégagées contenaient du chlore. Un garde a dû être dirigé à l'infirmerie et quelques travailleurs commençaient à avoir des maux de tête.

Ce rejet de fumée était dû à une défaillance électrique, provoquée par l'effet corrosif des fumées acides de la veille. Cette défaillance électrique entraîna l'arrêt des pompes amenant l'eau nécessaire à

l'abattage des gaz. Cet abattage ne se faisant plus, les gaz refluèrent à l'air libre.

Dans ces deux accidents, qui auraient pu avoir des conséquences graves pour les travailleurs et la population environnante, la responsabilité de la direction est engagée. Par exemple les pompes à eau ne sont pas reliées à un dispositif de secours en cas de manque d'électricité.

Pour les travailleurs des Chlorations, en tout cas, c'en était trop. Ces deux accidents, coup sur coup, ajoutés à des conditions de travail déjà désastreuses en temps normal, ont déclenché un coup de colère. Et c'est environ à deux heures du matin, le jeudi, suite au deuxième accident, qu'ils ont téléphoné à l'ingénieur de service, pour qu'il se sorte de son lit douillet et vienne se mettre au parfum de la situation dans l'atelier. Sur place, il a commencé par jouer les surpris : pourquoi le dérangeait-on pour si peu ? Il n'était pas informé de la situation dans l'atelier... Pas de problème : les travailleurs l'ont mis au courant et il a passé une fin de nuit plutôt agitée !

Correspondant LO

□ BISCUITS BELIN (Evry, Essonne)

Pas du gâteau !

L'usine Belin est située aux abords de l'Autoroute du Sud. On la reconnaît, en passant, à l'odeur de cuisson de gâteau qui se dégage des fours et qui pénètre dans la voiture pendant quelques secondes. « Hum, ça sent bon ! » se dit-on alors...

Mais quand on travaille à l'intérieur en 2x8 comme conditionneuse, à emballer des petits gâteaux, on apprécie beaucoup moins l'odeur, tant les conditions de travail sur les chaînes sont harassantes.

De 6 h à 22 h, les gâteaux défilent sur un tapis et le travail consiste à les mettre dans des boîtes. Un autre tapis entraîne les petits gâteaux apéritifs et les déverse en vrac dans des bacs en plastique, pas toujours très propres d'ailleurs, qu'il faut empiler sur des chariots.

Tous les jours, nous changeons de chaîne. Mais c'est tous les jours pareil pendant 7 h 30, sur 8 heures d'équipe. Une remplaçante tourne dans l'atelier et nous libère pour l'heure de pause. Tout est fait pour qu'on ne puisse pas se retrouver et parler à plus de cinq ou six, et jamais les mêmes personnes. On prend la pause individuelle-

ment et elle n'est jamais à la même heure : ça peut être 9 h, 11 h, 12 h, idem l'après-midi. C'est la loterie ! Et comme la pause ne dure que 30 minutes, lorsqu'elle tombe aux heures de repas, on n'a pas assez de temps pour aller manger à la cantine et en revenir à l'heure. Aussi, le plus souvent, nous mangeons sur le pouce dans

l'atelier, quand on a faim ! Car les petits gâteaux (on a le droit d'en manger en travaillant) finissent par nous couper l'appétit.

Alors il ne faut surtout pas se fier aux bâtiments au « design » moderne qu'on voit de l'autoroute. De l'extérieur, cela fait sans doute plutôt bonne impression. Mais à l'intérieur, c'est moins croustillant !

INTÉRIMAIRE BIS CHEZ BELIN : DOUBLE EXPLOITATION

Sur les chaînes, beaucoup de travailleuses sont intérimaires. De nombreuses sociétés sont représentées dans l'usine : Manpower, Adia, Bis, Ecco, Synergie, Sofi, etc. Pour un même poste, les salaires sont différents suivant la société.

Chez Bis, une conditionneuse gagne environ 32,30 F de l'heure plus 8 % de prime d'équipe, ce qui représente environ 4 600 F mensuels sans la prime de précarité. Et ceci pour 37 h 30 par semaine, car la pause quotidienne d'une

demi-heure n'est pas payée. De plus, il n'y a pas de prime de transport. La raison invoquée, c'est qu'un car Belin fait le ramassage à 5 h et à 22 h et que les intérimaires peuvent le prendre. A 14 h, il n'y a pas de car d'usine par contre, mais cela ne justifie pas pour autant la prime de transport pour la direction Bis.

On se fait exploiter déjà par Belin, et on se fait voler en prime par les patrons de l'intérim.

Son jugement... et le nôtre

Chacun des 81 ouvriers a touché une somme de 631,42 francs. Pour donner une idée, la prime attribuée par la direction s'étendait sur une fourchette de 0 F à 1.119 F. Même si certains y ont perdu un peu d'argent, tous nous y avons gagné quelque chose de plus important que quelques centaines de francs : affirmer notre solidarité et notre dignité face au patron. La traditionnelle devise de la direction de « diviser pour régner » a fait chou blanc.

A Cézus-Jarrie, dans la région grenobloise, ce sont finalement 81 ouvriers, sur 160, qui se sont partagé en parts égales la prime dite « d'expérience », prime à la tête du client, que le patron de Cézus attribuait pour la première fois fin septembre.

Pour fêter ça, les travailleurs se sont réunis au cours d'une petite soirée où l'ambiance était chaleureuse et sympa.

D'autre part, pour marquer le coup, les travailleurs ont décidé d'envoyer la lettre sui-

vante au patron, accompagnée d'un chèque de... 0 F :

« Monsieur,

Vous vous êtes permis de juger les travailleurs de Cézus-chimie, à travers une prime individuelle, et vous avez attribué une note à chacun.

Aujourd'hui, 81 travailleurs ont refusé votre jugement et la note ridicule qui en découle.

Il semble que vous confondiez Cézus et l'école primaire. Les travailleurs ont passé l'âge des bons points et des images. Et surtout, ils vous refusent le droit de porter un jugement sur le travail qu'ils font. Pour nous, l'usine marche par notre travail à tous. Il n'y a pas de bons ou de mauvais ouvriers, il n'y a que de mauvais patrons.

C'est pourquoi 81 travailleurs de Cézus se sont partagé en parts égales la « prime d'expérience » et ils vous renvoient leur jugement, qui a valeur du chèque ci-joint ».

Une copie de cette lettre va être envoyée à la direction générale.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

TOUBIBS A GRANDE VITESSE

Tous les ans, chaque cheminot est convoqué régulièrement pour une visite médicale de sécurité.

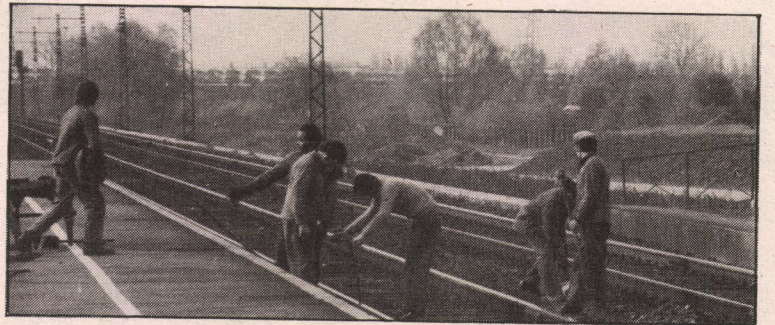
Normalement, cela se passe bien. Mais lorsqu'on fait partie du service des trains et que l'on est commandé sur un train dont le départ est imminent, cela se passe autrement.

En deux temps, trois mouvements, l'agent de train se retrouve tension prise, pesée faite, pipi analysé, dans le cabinet médical.

Et à peine a-t-il le temps de sauter dans ses pompes qu'il est éjecté de la cabine avec l'estampille : « Bon pour le travail ».

Eh oui, le progrès, c'est le TGV et les visites à grande vitesse.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Chambéry.



T'AS VU MA FIOLE ?

La dernière trouvaille de la direction a été de faire des photos, afin de les coller sur nos futurs badges de pointage électronique.

L'opération s'avère longue et laborieuse, mais elle n'a pas manqué d'imprévu.

En effet, il y eu quelques surprises après les premiers tirages, à l'entretien central, car les visages de certains travailleurs se trouvèrent curieusement modifiés par l'objectif. Les sans-barbe devenaient barbus et moustachu-

chus, le chauve chevelu, et des oreilles ou nez difformes avaient poussé.

Dans cette franche rigolade, le comble a été certainement atteint lorsqu'un des responsables du personnel a dû aller faire la chasse, à quatre pattes, au hareng odorant qui parfumait la cabine à roulettes.

Qui dira après cela que la GM est une usine triste ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors France Gennevilliers.

RENAULT

□ Billancourt

Ça continue !

□ Fonderies du Poitou

(filiale Renault, Châtelleraut, Vienne).

Ni carotte, ni bâton, pour les « baudets du Poitou »

Les Fonderies du Poitou, près de Châtelleraut, c'est une usine montée tout récemment (en 1980) par Renault, actionnaire à 90 %. Près de 800 ouvriers y fabriquent des moteurs et des culasses en fonte et en alu.

Edith Cresson, l'actuelle ministre du Commerce extérieur et député-maire de Châtelleraut, avait déclaré il y a quelques mois, lors d'une visite à l'usine, que la fonderie devait « conquérir l'Amérique ».

Mais, au vu des conditions de travail, on se demande si elle ne voulait pas en faire un modèle pour conquérir Reagan...

LES SALAIRES : LES « RENAULT » DU POITOU SONT LARGEMENT A LA TRAINÉ

Le salaire minimum garanti n'est que de 3.679 F. Après 3 ans d'ancienneté comme OS, on plafonne à 4.700 F brut. Un P1 touche 5.200 F brut.

Même les chefs sont mal lotis : un contremaître originaire de la région touche 7.000 F, alors que son homologue importé de la Régie empoche 15.000 F !

LES HORAIRES : « TOUJOURS PRÊTS ! »

On compte huit horaires différents : les 2 x 8, y compris le samedi matin une fois sur deux, les nuits permanentes, les week-ends, et d'autres encore plus irréguliers...

SÉCURITÉ : CONNAIS PAS !

Bruit, chaleur, poussière, projections dans les yeux sont

le lot quotidien. Les accidents sont fréquents, mais il est fréquent aussi que la direction les cache aux délégués CHS.

Nos poumons, qui en prennent un sacré coup avec le travail de fonderie, passent régulièrement à la radio, mais on attend encore les résultats !

Des chefs laissent tourner les machines défilantes, même lorsque des travailleurs l'ont signalé, jusqu'à l'accident. Et, faute d'avoir fait vérifier une nouvelle machine — dont les commandes étaient inversées — un haut responsable de l'Entretien, celui qui se veut un « meneur d'hommes », a provoqué directement un accident.

Mais, à l'irresponsabilité, la direction ajoute le cynisme : la dernière prime qu'elle a accordée est supprimée en cas d'accident du travail !

DES « BAUDETTS » QUI RUENT DANS LES BRANCARDS !

La Régie a, paraît-il, choisi de s'implanter en Poitou à cause de son climat social réputé calme ; pour exploiter en toute tranquillité, quoi...

Mais elle est tombée sur un os. Il y a déjà eu deux conflits importants. Et à la rentrée de septembre nous étions prêts à remettre ça pour les salaires, avant même que les grèves n'éclatent dans les autres usines Renault.

La direction, sentant monter la colère (on avait lancé un préavis de grève), a préféré lâcher du lest et a accordé une prime mensuelle de 250 F (312 F pour l'équipe de nuit), en la liant toutefois à l'assiduité.

Pour faire avancer la direction, en tout cas, on a vu que c'est la méthode du bâton qui marche. On s'en souviendra !



Une précédente grève en 1976 à la Peinture.

A Billancourt, la semaine du 15 au 19 octobre a été marquée par plusieurs mouvements. Dans l'île Seguin, secteur d'OS, une trentaine de soudeurs ont fait grève, bloquant la production, revendiquant le P2 pour leur secteur. Toujours dans l'île, les ouvriers du Mastic ont fait grève pour faire muter un régleur (chef d'équipe) particulièrement détesté. Ces deux mouvements allaient perturber la production des chaînes de montage R4 et Supercinq à Billancourt.

Ils ne se sont pas étendus à d'autres secteurs. Mais au bout de quelques jours, les deux secteurs en grève ont obtenu satisfaction : déblocage du P2 pour les soudeurs et départ du régleur indésirable.

Sur le plan général, les syndicats, mais particulièrement la CGT qui réclamait la non-fermeture de l'usine entre Noël et le jour de l'an, obtenaient satisfaction. La direction laissera l'usine ouverte les 26, 27 et 28 décembre et « accordera » les ponts des 24 et 31 décembre sans récupération.

C'est d'ailleurs sur ce refus de récupération que jeudi 18 octobre, au Département 70, secteur d'usinage mécanique, les militants CGT appelaient à une réunion. Au cours de cette assemblée, un débrayage était immédiatement décidé. Il y avait 300 grévistes sur 400 travailleurs.

Pratiquement au même moment, chez les professionnels des départements d'outillage 57, 59, RMO, ça débrayait sur le même problème : la non-récupération des ponts de fin d'année. Vers 10 heures, environ 400 grévistes se retrouvaient dans l'île Seguin, à la sortie des chaînes de montage. Là, la CGT mettait aux voix le blocage des chaînes de montage. La moitié des présents votaient pour. Des militants CGT disaient que ce n'était pas suffisant pour bloquer. Mais finalement la CGT et les quelques dizaines de travailleurs restaient quand même sur place et jusqu'à 15 heures de l'après-midi ils empêchaient les voitures de sortir.

Les OS regardaient ce blocage d'un très bon œil, même s'ils n'envisageaient pas pour autant de se mettre en grève.

Le lendemain, le 19 octobre au matin, les militants CGT remettaient le paquet aux Départements 70, 57, 59, avec un succès moindre. Mais de nouveau plusieurs centaines de travailleurs se rassemblaient. Cette fois, militants CGT en tête, les grévistes bloquaient la circulation automobile sur les quais de Seine et faisaient entrer dans l'usine toutes les voitures, cars de tourisme, etc., passant sur les quais : ce jour-là, on visitait la Régie Renault ! L'opération mettait une belle pagaille dans l'usine et fut très appréciée, y compris de ceux qui n'y avaient pas participé. Vers 11 heures, les grévistes rentraient dans leur département, et l'équipe du soir recommençait l'opération visite !

Tous ces mouvements ne concernèrent que quelques secteurs et quelques centaines de travailleurs. A chaque fois les militants CGT donnèrent le ton et furent en tête. D'ailleurs, dans une réunion de délégués

du personnel à l'échelle de l'usine, des militants de la CGT déclaraient à la direction : « Votre récupération, vous savez bien que nous ne la ferons pas. (...) Et pour l'instant, vous n'avez rien vu : les mineurs anglais, eux, sont en grève depuis 8 mois ».

La CGT à Billancourt a donc « mis le paquet » dans les secteurs où elle se sent forte. Les travailleurs qu'elle sollicite la suivent, et les militants CGT de ces secteurs « ont la frite ».

Quelques travailleurs trouvent que la CGT est un peu autoritaire et qu'elle fait tout cela pour redorer son blason. D'autres se posent le problème de ne pas rester seuls en grève, car les problèmes sont les mêmes pour tous.

Les travailleurs des autres secteurs, ceux qui n'ont pas bougé, constatent que la CGT a fait reculer la direction. Personne ne dit que la CGT, avec ses grèves, perturbe la sortie de la Supercinq.

De son côté, la direction ne tient pas visiblement à prendre le risque d'une épreuve de force. Pas pour l'instant.

Correspondant LO

LUI, IL N'Y METTRAIT PAS SA MAIN A COUPER

Les essais de capots sont une opération délicate, et même dangereuse. Du temps de la R5, le poste se trouvait en fin de chaîne, dans un endroit assez dégagé, avec peu d'ouvriers autour.

Avec la Supercinq, le poste a été placé à l'endroit le plus embouteillé des chaînes A et B, au tronçon 1, où un maximum d'ouvriers tra-

vaille sur la voiture. Toutes les conditions sont réunies pour avoir les mains coincées, coupées ou même des plaies à la tête.

Le seul qui ne risque rien, c'est le responsable qui a sorti cette décision stupide de sous son capot.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins Sellerie.

ORDINATEUR, OUVRIERS, MÊME COMBAT

A l'Electrolyse, l'installation « Dacromet » est dirigée par un ordinateur qui ne supporte pas l'air vicié de l'atelier.

Il ne se passe pas de mois sans qu'il ne s'emmêle les pédales. Ça a pour effet qu'il mélange les écrous, les

vis et les pièces que la machine traite.

L'ordinateur n'aime vraiment pas l'ambiance de l'atelier. C'est évident.

Nous non plus. On va pouvoir faire l'unité.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins.

ALSTHOM-ATLANTIQUE
(Le Bourget)

La CGT : pour l'action mais bien contrôlée... par elle

Après l'annonce de la prévision par la direction de 200 suppressions de postes de travail pour 1985 et de 22 à 33 jours de chômage partiel, CGT et CFDT ont organisé ensemble une quinzaine de réunions de secteurs, dans les ateliers comme dans les bureaux. Ces assemblées ont eu un certain succès : de nombreux travailleurs se posaient le problème de comment faire céder l'Alsthom, conscients pour beaucoup que, de licenciements en chômage partiel, le patron s'attaquait à tous, fournie par fournie. Déjà en 1984, il y a eu 140 départs en pré-retraite FNE et 10 jours de chômage partiel.

Dans la foulée de ces assemblées locales, réussies au-delà de ce que beaucoup pensaient, CGT et CFDT ont annoncé aux travailleurs une assemblée générale de tout le personnel pour discuter de la riposte aux attaques de l'Alsthom.

Mais brusquement la CGT s'affolait. Le bruit courait d'abord que la CGT était contre cette AG, prétextant l'attentisme des bureaux. Elle a d'ailleurs remplacé les jeunes militants qui ont accepté cette action avec la CFDT. Ils se sont, paraît-il, fait entraîner dans un traquenard.

Puis une affiche CGT paraissait à la cantine, où l'assemblée générale était comparée à un « commando suicide ». Pas question d'entraîner la CGT dans l'aventurisme, disaient des militants. Mais où est l'aventure ? La CGT va le dire clairement, mais pas très habilement dans un tract. Il faut

agir, « mais pas n'importe comment, pas avec des comités de grève par-ci par-là ». Le danger est ouvertement montré du doigt : le comité de grève. Le tract de la CGT contribuera à en faire discuter, certains demandant de quoi il s'agit !

Les responsables de la CGT ont vu rouge, parce que certains ont parlé de la nécessité pour les travailleurs de prendre leur grève en mains. Dans ces conditions, une assemblée générale leur a semblé aventuriste...

Au Mans, offensive tous azimuts de la CGT

Dans le numéro d'octobre de *Contact*, le journal de l'union départementale CGT de la Sarthe qui est diffusé assez largement, la CGT dénonce les pratiques de la Mairie du Mans. Celle-ci vient de diminuer le temps de travail des vacataires qu'elle emploie, ce qui fait que les personnes concernées, payées 14 F de l'heure, ne touchent qu'environ 500 F par mois.

Et c'est vrai que c'est une situation scandaleuse dont est responsable au premier chef Robert Jarry... maire PCF du Mans.

Correspondant LO

A la Mairie du Mans : 500 F par mois...

Oui, c'est le salaire que perçoit un vacataire. Ce personnel est payé à la vacation sur la base de 14 F l'heure environ.

En plus du taux dérisoire de ce qui fait leur salaire horaire, on vient de diminuer leur temps de travail.

Aujourd'hui, une employée vacataire à la Mairie du Mans perçoit en gros 500 F par mois.

Comment vivre dans ces conditions ?

Il existe une circulaire qui prévoit « la titularisation des personnes ayant exécuté des services effectifs d'une durée au moins égale à deux ans de temps complet pendant les quatre dernières années ».

Bien sûr, elle ne fait pas encore obligation, mais rien ne dit qu'il ne faut pas l'appliquer.

Au Mans, on ne l'applique pas...

CREDIT LYONNAIS
(Paris)

Querelle syndicale autour des restaurants

La CFDT et la CGT ont entamé au Crédit Lyonnais, une polémique par tracts au sujet de la cantine.

Cela a commencé par un tract de la section CFDT des employés des restaurants d'entreprise, gérés par le Comité d'Etablissement. Intitulé « *Licenciements aux restaurants ?* », ce tract, distribué à tout le personnel du Crédit Lyonnais, avait pour but « d'interpeller certaines organisations syndicales des salariés du CL, à savoir la CGT, le SNB et la CFTC (FO ne s'étant jamais intéressée à notre sort) ».

La CFDT est depuis 1984 la principale organisation au Comité d'Etablissement et gère les restaurants d'entreprise, ce qu'elle faisait auparavant en commun avec la CGT, depuis 1968, date à laquelle les syndicats ont pris en charge cette gestion.

Le budget des restaurants étant en déficit, la CFDT a proposé au CE de voter une augmentation de 5 % du prix des repas, ce que la majorité des élus (dont les élus CGT) a refusé.

Alors voilà la CFDT qui exerce publiquement un chantage vis-à-vis des autres syndicats, la CGT étant la principale visée : soit vous votez une hausse des tarifs pour le personnel du CL, soit il risque d'y avoir

des licenciements pour le personnel des restaurants, et la CFDT met par ailleurs en cause « une mauvaise gestion depuis 15 ans », celle de la CGT.

La CGT a fait un tract de réponse, justifiant sa gestion passée et mettant en cause, évidemment, les conceptions de la gestion de la CFDT. D'autre part, alors que quand elle était gestionnaire elle votait sans sourciller régulièrement des augmentations de tarifs, elle explique maintenant « que compte tenu de la baisse de notre pouvoir d'achat (...) une partie au moins du prix du repas » doit être « prise en charge par la direction ».

En admettant que cette position n'ait pas pour seul motif de mettre des bâtons dans les roues de la CFDT, constatons que la CGT demande à la direction une participation au prix du repas, sans proposer d'ailleurs une lutte pour l'imposer.

La CGT puis la CFDT ont voulu jouer aux marchands de soupe. Les deux pieds dedans, les voilà qui se battent comme des chiffonniers, prennent le personnel de cantine en otage, au lieu de consacrer leurs forces à organiser ensemble la lutte du personnel contre la direction.

Correspondant LO

VILLEROY ET BOCH (Bourg-Saint-Andéol)

Les travailleurs se battent pour ne pas être sur le carreau

Le 25 septembre dernier les ouvriers de l'usine Villeroy et Boch, une fabrique de carrelage, apprenaient l'intention de la direction de fermer l'entreprise pour le 15 mars prochain. 220 ouvriers iraient grossir les rangs des chômeurs qui représentent déjà 18 % de cette petite ville de 7 000 habitants.

Jeudi 18 octobre, dès 6 h 20 le matin, la ville de Bourg-Saint-Andéol dresse un premier barrage sur le pont du Rhône. Six barrages se mettent en place avant 7 heures aux sorties de la ville. On peut entrer dans Bourg, mais on n'en sort pas. Les barrages tiendront jusqu'à 18 heures.

A 15 h. 20, un train de marchandises est immobilisé en gare de Bourg-Saint-Andéol. A dix heures, 1 500

à 1 800 manifestants se rassemblent devant l'usine Villeroy et Boch où depuis le 2 octobre, Jacques Merletti, un ouvrier de 54 ans, délégué CGT, a entamé une grève de la faim dans l'infirmerie de l'usine. Cette décision, Jacques Merletti l'avait prise à la suite de la première journée de manifestation des ouvriers de l'usine Villeroy et Boch. Ce

jour-là, ils avaient fait grève et étaient allés bloquer la Nationale 86. Mais pour lui, il fallait faire plus : « Le chômage est un drame qui va engendrer des tragédies, avait-il dit alors. Le chômage frappe à Bourg-Saint-Andéol, comme il frappe douloureusement tout le pays ». Il faut dire qu'à Bourg, c'est la troisième des plus grosses entreprises

alentour qui ferme. Un quart de la population active se retrouve au chômage. Mais aujourd'hui, il semble que l'on se batte à Bourg, en même temps que pour sauvegarder les emplois, aussi pour sauver Jacques Merletti.

Et ce 18 octobre, à l'exception d'un seul café, tous les magasins sont fermés, les écoles sont vides, le supermarché, la poste, les services publics, fermés. Rien ne fonctionne, les rues sont désertes, les voitures ne circulent pas. La ville est morte lorsque tous sont rassemblés devant l'usine. Jacques Merletti, que l'on sort de l'infirmerie, est trop affaibli pour parler ; il s'adresse d'un geste de la main à ses camarades. Puis le cortège des manifestants

s'ébranle vers la mairie au cri de : « Villeroy doit vivre, Villeroy vivra, Merletti gagnera ». Ce sont les enfants qui sont en tête du cortège.

A la mairie, André Massaudet, un autre délégué de la CGT de Villeroy et Boch, prend la parole, dénonce la direction. Parce que l'entreprise de carrelage, toujours bénéficiaire jusqu'en 1982, connaît des difficultés depuis un an et demi, la direction générale, avec l'aide des actionnaires, demande purement et simplement la cessation de son activité et la mise sur le carreau de 220 ouvriers !

Mais ce n'est pas à eux de trinquer et, en luttant, ils montrent qu'ils n'acceptent pas que Villeroy et Boch leur règle leur compte aussi facilement.



de Laurence Picq

« Au-delà du ciel Cinq ans avec les Khmers Rouges »

Laurence Picq est une intellectuelle française, une institutrice qui, mariée à un cadre du mouvement Khmer Rouge, a vécu au Cambodge pendant la période de 1975 à 1980, après quelques années de résidence en Chine. L'auteur de *Au-delà du ciel* témoigne sur ces cinq années qui vont de l'effondrement du régime pro-américain de Lon Nol à l'invasion du territoire par les Vietnamiens et à la fuite de Pol Pot. C'est-à-dire sur une période de massacres terribles, où l'on a vu les « Libérateurs » du « Kampuchéa démocratique » — c'est ainsi que le Cambodge fut nommé durant cette période — se transformer en bourreaux de leur peuple.

Le témoignage de Laurence Picq nous aide à comprendre, pas par des analyses, il n'y a pas dans son ouvrage, mais par l'évocation de scènes de la vie quotidienne de ce monde de cadres Khmers Rouges, auquel elle est rattachée par son mari.

En même temps qu'ils conquéraient le pays, les Khmers Rouges firent évacuer les villes et obligèrent leurs habitants à aller travailler à la campagne. La monnaie fut « abolie », ou plus exactement dans les conditions de survie de cette époque, la répartition des produits cessa de se faire par l'intermédiaire de l'argent. Dans Phnom Penh vidée des trois quarts de sa population, il n'y avait plus

de riz et la nourriture, assurée collectivement, était tragiquement insuffisante, même pour les cadres ou futurs cadres du régime que Laurence Picq côtoyait.

Mais ce n'est pas de la faim que celle-ci a le plus souffert, étant elle-même moralement préparée à subir les pires difficultés pour ce qu'elle croyait au départ être la construction d'un monde meilleur. Le nationalisme étroit des Khmers Rouges, suspicieux à l'égard de tous les pays y compris la Chine, s'ajoutant à l'atmosphère de suspicion générale, rendit à l'auteur, étrangère, encore plus difficile les rapports avec « l'Angkar ». « L'Angkar », c'est l'organisation qui régentait toute la vie du pays. C'est elle qui décide de tout, de la façon la plus absolue. Aussi bien du lieu de résidence des gens, que de la façon de cultiver sa terre. C'est elle qui décide ceux parmi les fruits ou les produits du sol qu'on a le droit de cueillir et de manger, ou ceux qui sont interdits sans qu'on puisse en connaître la raison.

Lorsque par exemple, après le repiquage des choux, tous les plants n'ont pas pris, cela devient « un manque de vigilance révolutionnaire et une faute grave ». Ce fut le temps des « confessions » et celui des « disparitions » : « Les faits les plus anodins — or notre vie

monotone était tissée de faits anodins — revêtaient une valeur hautement politique. Un manque de rapidité dans l'exécution d'une tâche manifestait une volonté de sabotage. Le zèle quant à lui était un signe indubitable d'une convoitise pour le pouvoir ! », écrit Laurence Picq.

C'est ainsi qu'un homme pouvait disparaître parce que les lapins dont il avait la charge avaient attrapé la myxomatose. Ou — autre exemple — après qu'une manne de maïs eut été dérobée — on ne sait par qui — deux couples d'abord mis au ban de la communauté, furent « envoyés quelques jours à la campagne » sans qu'on les ait jamais vus revenir. L'atmosphère de suspicion était partout : des dirigeants en vue devinrent du jour au lendemain « chefs de réseaux de la C.A. » et furent liquidés à ce titre.

Dans ce pays de paysans incultes, dévasté par la guerre et complètement désorganisé par le nouveau régime, la poignée d'intellectuels de « l'Angkar » voulut tout régenter par la terreur. Vivant sur la terreur, le régime s'enferma dans une folie destructrice et meurtrière à laquelle seule l'invasion des Vietnamiens mit un terme.

La dernière partie de l'ouvrage raconte la fuite devant les troupes vietnamiennes



Un soldat Khmer Rouge pendant la déportation des habitants hors de la capitale en 1975 (AFP)

jusqu'aux frontières de la Thaïlande, des cadres du régime et avec eux, de Laurence Picq et de ses enfants.

Bien que les milieux décrits dans ce livre soient surtout des gens proches du sommet de « l'Angkar », et qu'on ne puisse se rendre vraiment compte ni de la façon dont les paysans jugeaient le régime, ni de celle dont ils ont vu « l'envahisseur » ou le « libérateur » vietnamien,

on lit avec intérêt le récit de Laurence Picq. D'autant plus que sur l'histoire du Cambodge pendant cette période où il fut complètement coupé du reste du monde, on ne dispose que de très peu d'informations.

Louis GUILBERT

Au-delà du ciel. Cinq ans chez les Khmers Rouges de Laurence Picq. Ed. B. Bataillon. 211 p., 78 F.

« Le grand appareillage » de Stratis Myrivilis



recits traduits du grec
par Mary Vriacos

Les nouvelles de Stratis Myrivilis, écrivain grec contemporain mort en 1969, racontent la vie quotidienne des villages grecs au début du siècle ou dans l'entre-deux guerres. Presque toutes situées dans les îles, ces histoires ont pour toile de fond les rivalités entre les Grecs et les Turcs qui dégénèrent parfois en affrontements sanglants. Mais le propos de l'auteur n'est pas de dépeindre l'atmosphère politique de l'époque ; il veut avant tout brosser quelques portraits.

Les plus originaux sont des forces de la nature comme Tsalekos, un berger familial des gnomes et des feux follets, qui devient criminel parce qu'il « étouffe de jeunesse » ou Arvanitis, sorte d'Hercule, à la fois bandit d'honneur et « antéchrist » qui rappelle certains héros de Panait Istrati.

Mais on rencontre aussi des personnages plus simples

comme Fortis, adepte du modernisme après quelques années passées en Amérique « où s'accomplissent tous les miracles de l'art et de la science » et qui en a rapporté le seul réveille-matin qui rythme la vie du village. On découvre aussi, avec plus d'émotion, la vie de Pagona, une servante à l'esprit simple, à qui ses maîtres — par intérêt et par dérision — ont fait croire qu'ils l'avaient fiancée à Georges Clémenceau, et que la mort de cet homme politique mène au désespoir.

Mêlant l'observation des faits quotidiens et les références aux légendes antiques, les nouvelles de Stratis Myrivilis créent une atmosphère réaliste ou fantastique, sur fond de végétation odorante, de mer et de soleil.

Sylvie MARECHAL

Le grand appareillage de Stratis Myrivilis. Editions Actes Sud, 79 F.

Le printemps désespéré Vies d'Algériennes



Au moment de l'indépendance de l'Algérie, elles étaient encore des fillettes. Fatiha, recueillie par ses grands-parents compréhensifs et tolérants — après que son père, rendu fou par les tortures, eut assassiné sa mère — poursuit ses études sans problèmes.

Pour le faire, sa cousine Yamina doit lutter, elle, contre son frère — plus jeune et bon à rien — mais néanmoins « l'homme » de la famille. Quant à Malika, l'aînée d'une famille nombreuse sur laquelle

retombent les tâches ménagères et l'éducation des plus jeunes, elle réussit cependant, en France, à devenir bonne élève.

Mais s'il est admis qu'une fille aille à l'école jusqu'au CEP ou au Brevet, il faudrait ensuite qu'elle se marie, qu'elle ne soit pas plus savante que son mari. Celle qui veut passer son bac et poursuivre ses études pour obtenir un métier peut vite être considérée comme une « putain », être l'objet d'insultes masculines, féminines, car les femmes elles-mêmes véhi-

culent les anciens préjugés.

Dans l'Algérie indépendante, moderne — et plus particulièrement, selon l'auteur, en Kabylie — la femme serait considérée comme esclave domestique et simple « reproductrice » qui doit donner à l'homme le plus d'enfants et si possible mâles de préférence. Cloîtrée, humiliée, battue, sa vie se passe entre le ménage, la cuisine, les enfants. Elle a droit à un peu de repos et d'estime quand, âgée, elle se venge de toutes les humiliations reçues et de sa vie gâchée, en faisant subir à sa bru le sort qu'elle-même a connu.

Les héroïnes du roman, elles, veulent pouvoir être maîtresses de leur vie. Elles veulent être indépendantes, exercer un métier, choisir l'homme avec qui elles désirent vivre sans être obligées d'épouser un inconnu qu'elles ne connaîtront que le jour du mariage. La lutte est dure ; il leur faut résister aux pressions du milieu familial (les frères étant souvent plus rétrogrades que les parents), aux coups, au mépris et aux grossièretés des hommes qu'elles côtoient dans la rue ou au travail, à la solitude enfin, car même les hommes instruits préfèrent épouser la femme choisie par les parents. La lutte est d'autant plus dure que chacune la mène isolément. Mais soutenues par leur révolte, conscientes d'aider les générations futures, elles essaient de tenir. L'une d'entre elles, meurtrie, rejetée, en arrive au suicide.

Marianne LAMIRAL

Le printemps désespéré de Fetouma Touati. Ed. L'Harmattan, Ecritures arabes, 175 p.

Sélection

Samedi 27 octobre

20 h 35. TF1. Téléfilm de série noire : **Noces de soufre** avec Agnès Soral, Jean-Luc Bideau et Jean Bouise. Un polar suisse à partir d'un hold-up loupé.

Dimanche 28 octobre

15 h 30. FR3. **Paillasse**, opéra-comique de Leoncavallo.

19 h. A2. **Dans la tourmente**, nouveau feuilleton qui évoque la vie de la famille Vollmer prise dans la tourmente de l'Allemagne hitlérienne entre 1933 et 1944. Premier épisode : 1933-1934.

20 h 35. TF1. **La femme flic**, film de Yves Boisset.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Blackmail** d'Alfred Hitchcock. Son premier film parlant (1929). Une réflexion sur la culpabilité et l'innocence.

Lundi 29 octobre

20 h 35. TF1. **Le mors aux dents**, film de Laurent Heynemann (l'auteur de **La Question**) : tiercé, magouilles et politiciens. Avec J. Dutronc, M. Piccoli, M. Galabru, N. Garcia.

20 h 35. A2. Soirée consacrée à Diderot, produite par l'Institut national de l'audiovisuel et qui est annoncée comme « exceptionnelle ». A partir d'extraits de ses œuvres, avec des montages documentaires, un aperçu de la vie et des idées de l'écrivain et du philosophe du XVIII^e siècle.

Mardi 30 octobre

20 h 35. FR3. **La Bohémienne**, opérette filmée avec Laurel et Hardy. De la poésie et du burlesque.

20 h 40. A2. **Hatari**, film d'aventures en Afrique d'Howard Hawks avec John Wayne.

22 h 10. FR3. **Soleil noir**, un « opéra populaire » : la mine racontée par les mineurs, ponctuée de chansons interprétées par Michèle Bernard. L'émission qui s'annonce très intéressante

est aussi illustrée par des documents d'archives et des extraits de films. (Voir ci-contre, la critique que nous consacrons à ce spectacle).

Mercredi 31 octobre

22 h 40. A2. N° 17593, émission spéciale de la rédaction d'A2 à propos de la condamnation de Jacques Abouchar. Les journalistes se proposent aussi de faire le procès de tous ceux qui, partout dans le monde, refusent de respecter le droit à l'information. S'ils le font vraiment, cela sera intéressant.

Jeudi 1^{er} novembre

20 h 35. FR3. **Le gardien de chevaux**, film chinois de 1981 en VO sous-titrée. Une histoire « positive » qui aborde le problème des citoyens chinois injustement condamnés.

21 h 46. A2. **Résistances** : L'Afghanistan, le Nicaragua (à trois jours des élections) et un dossier sur l'Afrique.

22 h 20. TF1. 30^e anniversaire de l'insurrection algérienne. Une évocation du début de l'insurrection avec des témoins et des participants, algériens et français.

23 h 25. TF1. **Ma chérie**, film de Charlotte Dubreuil avec Marie-Christine Barrault. Entre une mère et sa fille adolescente, les relations affectives de deux femmes.

Vendredi 2 novembre

15 h 40. TF1. **Brève rencontre**, film de David Lean (1945) en v.f. Un classique du cinéma anglais.

21 h. A2. **Itinéraires** : Le Pérou. Un reportage sur la condition du paysan indien qui défend sa terre.

22 h 10. FR3. **Le brin de muguet**, téléfilm d'après une nouvelle de Sim et avec Sim. Une histoire d'amour avec la vie quotidienne d'un port de pêche. Et un Sim pas habituel...

23 h. A2. **Ciné-Club** : Cycle Marlène Dietrich : **Agent X 27**, de J. Von Sternberg (1931).

Soleil noir de Michel Van Zele



« Tout en sachant ce qui m'attend : la mort brutale par accident ou la mort lente par déchéance physique, je reste dans la mine, je reste, n'ayant qu'un faible espoir d'en sortir : un grand événement social qui viendra tout bouleverser ».

C'est par cette citation de Constant Malva qui écrivit *Ma nuit au jour le jour*, en 1938, que débute *Soleil noir*, un film produit par FR3 sur la vie des mineurs de 1940 à nos jours.

Les mineurs du film parlent eux-mêmes de leur travail, des conditions qu'ils ont connues au fond de la mine, de leur vie de tous les jours. Mais ils se souviennent aussi de l'effort gigantesque qu'on leur a demandé au lendemain de la guerre, de leur lutte pour « reconstruire l'économie de la

nation » et de ce qu'ils n'y ont pas gagné !! C'est avec précision qu'ils décrivent les grèves qui éclatent en octobre 1948 quand les mineurs sont remerciés de l'effort fourni par les décrets Lacoste, ministre SFIO de l'Industrie et du Commerce, relatifs au statut du mineur et au licenciement de 10 % d'entre eux.

Et peut-être pour la première fois sur le petit écran, on n'oublie pas de parler de cette compagne dont se passerait bien le mineur, « la silicose », elle qui ronge les poumons, qui les durcit comme la pierre. qui mine les travailleurs et les rend vieux avant l'âge.

Soleil noir a pour toile de fond les actualités de l'après-guerre, et l'on peut voir ou entendre Maurice Thorez, le

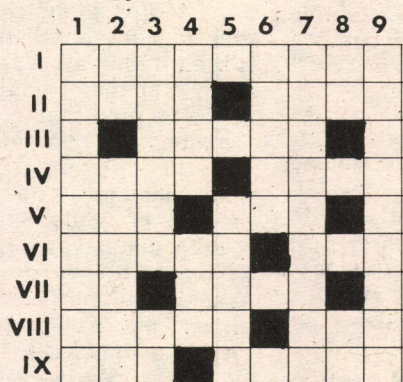
secrétaire général du PCF, Benoît Frachon, le secrétaire général de la CGT, et Robert Lacoste, qui demandent tous aux mineurs de retrousser les manches et de gagner la bataille nationale de la production journalière de 100 000 tonnes par jour, bataille que les mineurs gagneront avec quelques améliorations de salaire mais au prix très lourd du doublement des accidents du travail.

Ce film se présente comme un opéra populaire. Les différentes séquences sont reliées par des chansons populaires, composées par l'équipe du film et les mineurs qui y ont participé. Michèle Bernard en a fait la musique et les interprète.

La forme peut surprendre, mais le fond touche au but.

Julie RENOIR

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — 1. Paresseuse. 2. Prénom en faveur dans les cours royales. A vu nombre de naufrages. 3. Accompagne les manifestations. 4. Vitesse de croisière. Forcément vivant. 5. Positif ou négatif. Dans l'alphabet grec. 6. Avec ou sans cheville. Au fond des bois. 7. De l'idée. Ses yeux firent une couverture. 8. Manque d'encaustique. Deux sur deux. 9. En principe s'échauffe le matin. Batailles.

VERTICALEMENT. — I. Les oiseaux s'y font rarement. II. Monsieur tout le monde. Raides. III. Précèdent les divorces. Reste de reste. IV. Ignore la vitesse et la précipitation. Monnaie asiatique. V. Faire la peau. VI. Très fatiguées. VII. Les hommes le font, pas les singes. VIII. A moitié tari. A ouvert les yeux. IX. Oubliées, en principe.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	L	L	E	C	T	I	O	N
II	E	C	O	E	U	R	A	N	T	
III	N	R		C	R	O	U	T	E	S
IV	T	E	S	T	E	S		E	R	E
V	E	S	A	U		S	I	R		V
VI	N		I	R	R	E	E	L	L	E
VII	A	P	N	E	E		N	O	I	R
VIII	I	L	E		C	L	A	P		I
IX	R	O	S	T	R	E		E	E	T
X	E	T		G	U	G	U	S	S	E

« Baara » de Souleymane Cissé

Souleymane Cissé a réalisé ce film trois ans avant *Le Vent* qui, au travers d'une contestation étudiante, dénonçait la dictature. Le scénario du film a été écrit en prison, à la suite d'ennuis que lui a valus son premier film. Son but est de dépeindre la société malienne, et d'en dénoncer les travers, la corruption, la situation de la femme, la condition ouvrière. C'est une réussite.

Baara veut dire porteur de bagages en malien. Balla exerce ce petit métier, pauvre porteur de Bamako qui avec sa charrette, sert de taxi à tous ceux qui ont besoin de transporter des bagages, des provisions, etc. C'est dans ces circonstances qu'il rencontre un ingénieur revenu de ses études en Europe, qui porte le même nom que lui et qui appartient à la même famille ethnique.

La première partie du film montre diverses scènes de la vie de Bamako, et le sort des porteurs, modernes « coolies » qui parcourent à pied, avec leur charrette, la ville dans tous les sens. Et puis, un jour, la police ramasse tous ceux qui n'ont pas leurs papiers, et plusieurs porteurs, dont le héros, se trouvent arrêtés et conduits en prison.

L'ingénieur se charge de délivrer son nouvel ami et le

fait embaucher dans l'usine de textile où il travaille.

Une seconde partie du film commence alors. Le porteur découvre que dans l'usine, c'est encore plus dur que dehors. Les conditions de travail sont très difficiles, en particulier pour ceux qui travaillent avec les produits chimiques et les encres pour les impressions des tissus. L'ingénieur décide un jour de convoquer une réunion des ouvriers de l'entreprise pour discuter de ce qui ne va pas. Cette réunion est l'occasion pour les ouvriers de mettre en avant de nombreuses revendications sur les conditions de travail, les horaires, les salaires.

Mais le patron, un homme véreux, apprenant cette réunion et s'estimant trahi par l'ingénieur, décide de le faire disparaître. L'ingénieur est assassiné par des sbires.

La disparition de l'ingénieur, dont on découvre le corps peu après, provoque une explosion de colère chez les travailleurs qui veulent s'emparer du patron pour le tuer. Ce dernier est sauvé in-extremis du lynchage par la police qui lui passe les menottes et l'arrête.

Ce film est particulièrement intéressant. Il ouvre une fenêtre sur la classe ouvrière

malienne ; il montre que, même dans un pays aussi peu développé que le Mali, cette classe ouvrière existe et peut jouer un rôle.

Mais on y voit aussi beaucoup d'autres choses, sur la condition de la femme en particulier. Les deux principaux personnages féminins sont la femme de l'ingénieur et celle du patron de l'usine. La première a vécu également en Europe et y a fait des études. Depuis qu'elle est revenue, cependant, elle ne peut pas travailler, son mari dont les idées sont pourtant avancées par ailleurs, s'y oppose. Elle s'ennuie mortellement. Quant à la femme du patron, c'est la même chose : elle est énergique, tient un magasin, s'occupe de tout, mais est tout le temps rabaissée et humiliée par son mari ; une fois il s'emporte contre sa femme. A un ami spectateur d'une telle scène, et qui lui demande : « Mais pourquoi tu cries ? », il a cette réponse : « Mais elle me parle comme à un égal. Qu'est-ce que je peux faire ? ».

Tout au long du film, la vie quotidienne est évoquée, les marchés, les sorciers, les habitudes de vie, etc. Un film riche et passionnant.

Laurence VINON



Sélection cinéma

Films récents...

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Impérial 2^e (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. La Bastille 11^e. Athena 12^e. Nation 12^e. Mistral 14^e. Montparnasse Pathé 14^e. Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Kinopanorama 15^e. Clichy Pathé 18^e. Secretan 19^e.

JOURNAL INTIME.
de Maria Meszaros.

Une adolescente en Hongrie, pendant la période stalinienne. Olympic Saint-Germain 6^e (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain ! Movies Les Halles 1^{er} (vo). Impérial 2^e (vo). Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-Arts 6^e (vo). UGC Montparnasse 6^e. Pagode 7^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Images 18^e.

BROADWAY DANNY ROSE.
de Woody Allen.

Woody Allen dans le rôle d'un imprésario pour artistes ratés. Un film léger mais sympathique. Forum Arc en Ciel 1^{er} (vo). Movies Les Halles 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Studio Alpha 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Georges V 8^e (vo). Monte Carlo 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo). Paramount Orléans 14^e. Convention Saint-Charles 15^e (vo). Passy 16^e.

... et moins récents

LAWRENCE D'ARABIE.
de David Lean.

L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient vue par les Anglais. Ranelagh 16^e (vo).

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

La Martinique des années 30 vue par un enfant pauvre de la rue Cases-Nègres. Grand Pavois 15^e.

METROPOLIS
de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé (en disco !) par Giorgio Moroder. Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.

Saint-Germain Huchette 5^e. Elysées Lincoln 8^e.

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup de gags. L'Épée de Bois 5^e (vo).

LE BAL.
d'Ettore Scola.

A travers le bal populaire, une chronique qui va de l'époque du Front Populaire à l'après 68. Studio de la Harpe 5^e.

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de J. Ford.

Une famille de paysans de l'Oklahoma, chassée de sa terre lors de la « grande dépression » américaine. Le Champollion 5^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

Un aristocrate anglais, en neuvième position dans l'ordre de succession, élimine en douceur huit membres de sa famille. Reflet Quartier Latin 5^e (vo).

« Les Ripoux »

avec Philippe Noiret
et Thierry Lhermite

Les Ripoux, en « verlan » — argot qui consiste à inverser les syllabes — ce sont des pourris. En l'occurrence, deux inspecteurs de police qui opèrent à Barbès, quartier immigré de Paris.

Fermant les yeux sur les petits trafics et les combines, ils rackettent consciencieusement tout le quartier, déjeunent à l'œil, et à l'occasion braquent de petits truands pour les dépouiller. Pas question, à l'inverse, de poursuivre le voleur de sacs à main ou le cambrioleur : on laisse ça aux collègues si ça les tente.

Le film a pour sujet la métamorphose que Philippe Noiret, vieux flic cynique et corrompu, va tenter de faire subir à Thierry Lhermite qui débarque frais émoulu d'Épinal, beau comme une image, le code pénal à la main, fringant dans son costume d'incorruptible.

Le scénario est une suite de gags pour la plupart très réussis. Mais derrière son côté grand-guignol, il est solidement documenté. Le réalisateur a visiblement puisé ses



renseignements à bonne source. On y apprend comment cogner un suspect sans laisser de traces — avec un bottin — ou procéder discrètement à l'arrestation d'un suspect à l'insu du voisinage (en passant les menottes sous le pantalon entre cheville et mollet), des choses qui ne s'inventent pas.

On ne sait pas si les policiers qui ont conseillé le réalisateur ont apprécié le film. En tout cas l'ensemble est décapant en ces temps où la grande presse de droite larmoie à longueur de colonnes sur les preux chevaliers de l'ordre, tirés comme des lapins par de méchants voyous.

Pierre VERNANT

« Marche à l'ombre »

Après avoir fait la manche dans des pays méditerranéens, deux copains viennent tenter leur chance à Paris. Ils n'ont pas un rond en poche, les amis sur lesquels ils comptaient font défaut, le musicien « génial » n'a pas pu faire reconnaître son talent ailleurs que sur les plages ou dans les

couloirs du métro, alors ils se débrouillent pour manger et dormir.

Les deux amis se retrouvent à loger dans un squatt, transportent des manteaux volés, vendent des montres (volées elles aussi) à la sauvette, se battent avec le gang des chanteurs du métro, etc. Si l'un, sûr

de lui, pas trop scrupuleux sur le choix des moyens, se sent à l'aise dans les situations les plus farfelues, son copain est loin d'être un dur et s'affole de ce qui lui arrive.

Bref, un film qui rend aimables et sympathiques des gens qui dans la vie ne le sont généralement pas !

M.L.

Une nouvelle phase dans l'affrontement entre les mineurs et le gouvernement Thatcher

Pour la première fois, après plus de huit mois de grève, le manque de charbon peut se faire sentir. Avec les premiers froids, la demande en électricité augmente rapidement. Jusqu'à présent le gouvernement avait fait donner à plein les centrales nucléaires et les centrales au fuel. Seul un petit nombre de centrales thermiques au charbon étaient restées en activité, et encore au ralenti dans la plupart des cas. Mais désormais, le gouvernement ne pourra plus se passer des centrales au charbon.

Le gouvernement dispose de réserves de charbon importantes, stockées de longue date dans l'enceinte des centrales thermiques elles-mêmes. A en croire le ministre de l'Energie, ces réserves s'établissaient à 14 millions de tonnes à la mi-septembre, c'est-à-dire de quoi faire probablement tourner les centrales jusqu'au début novembre. Le syndicat GMBATU (l'un des syndicats des centrales thermiques) évaluait, lui, ces stocks à 8 millions de tonnes seulement... Ces stocks ne permettront pas à Margaret Thatcher de tenir sa promesse qu'il n'y aurait pas de coupure de courant. Pour cela, il lui faudra puiser dans les seuls autres stocks existants : les 21 millions de tonnes de charbon qui attendent depuis huit mois dans l'enceinte des mines en grève.

Seulement, ce n'est pas simple. Une partie au moins de ce charbon doit être préalablement lavé, chose irréalisable sans la remise en route des ateliers de lavage en grève. Mais surtout, des experts ont estimé que l'approvisionnement des centrales, à leur rythme de production normal, nécessiterait plus de 100 000 chargements de camions par semaine et... autant d'escortes policières et de chauffeurs prêts à affronter les piquets de grève des mineurs. Sans compter les risques de mouvements de protestation dans un certain nombre de centrales.

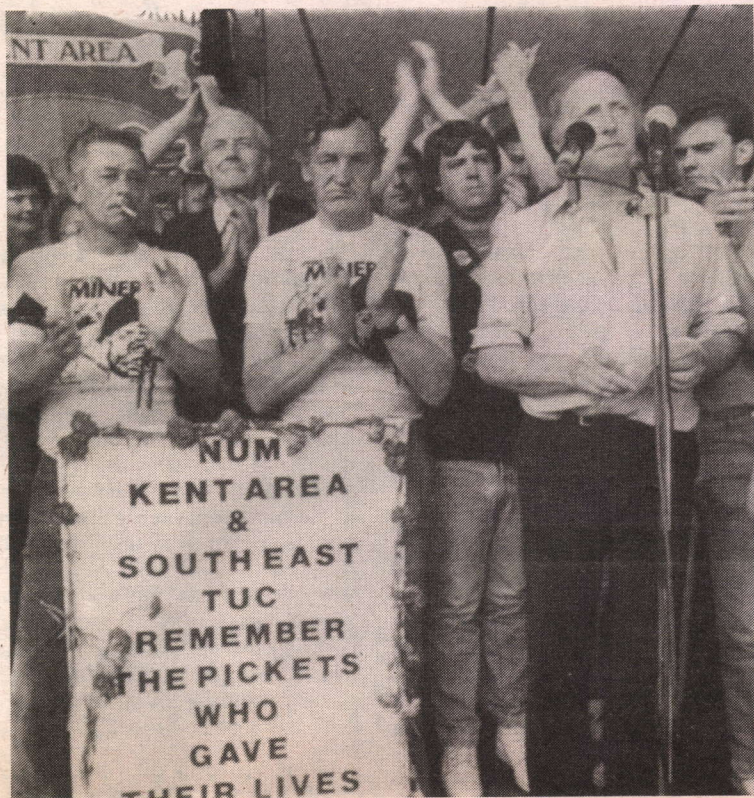
Pour le gouvernement, cela signifie un affrontement physique avec les piquets de grève des mineurs ; un de plus... Les derniers en date ont été durs : émeutes à Grime-thorpe, où des policiers ont

été lynchés par les manifestants à la suite d'une provocation qui avait mal tourné, ou encore véritables embuscades dressées en Ecosse ou dans le Yorkshire, par des mineurs excédés, contre des convois de véhicules de police.

Le gouvernement veut-il l'affrontement ?

Le gouvernement se prépare-t-il à cet affrontement ? Dans un certain nombre de grandes mines, en plein cœur des bassins en grève, les forces de police ont pris position ces derniers temps de façon spectaculaire, sous prétexte de « défendre la liberté du travail » en imposant la présence dans ces mines de quelques briseurs de grève. Ces grandes manœuvres avaient à l'origine pour objectif de créer un mouvement de retour au travail, mais l'échec flagrant de cette tentative n'a pas mis fin à la présence policière. Le gouvernement Thatcher pourrait se servir de ces « têtes de pont » pour forcer le blocus du charbon imposé par les grévistes.

Le gouvernement tente aussi de monter la population, et en particulier sa fraction la plus modeste, contre les grévistes. Les stocks de charbon que le syndicat des mineurs autorise les Charbonnages à prélever au bénéfice de « prioritaires sociaux » sont désormais distribués au compte-gouttes par les Charbonnages. Dans le Yorkshire, le plus grand bassin du pays, les retraités et les malades bénéficiant



Des grévistes et Arthur Scargill lors d'une réunion évoquant la mort de deux membres des piquets de grève tués par la police.

de l'assistance sociale ont vu leur allocation-charbon réduite de moitié. Au pays de Galles les grévistes ont dû intervenir eux-mêmes pour empêcher 40 écoles primaires de fermer, faute de moyens de chauffage.

Et on ne compte plus les déclarations de ministres parlant d'une hausse imminente des tarifs de l'électricité, voire d'un impôt supplémentaire pour couvrir le coût de la grève, que la grande presse s'est empressée de baptiser « l'impôt Scargill », du nom du leader du syndicat des mineurs.

De son côté, Margaret Thatcher n'a pas manqué de profiter de la situation créée par l'attentat des nationalistes irlandais à Brighton, pour mettre les dirigeants de la grève dans le même sac que les terroristes de l'IRA, en tant qu'« extrémistes » !

Une certaine répression se durcit, également. Un juge de la Haute-Cour a condamné le syndicat des mineurs à une amende de 2,4 millions de francs pour infraction aux lois limitant les droits des syndicats. Face au refus public d'obtempérer de Scargill, la justice n'a encore rien fait pour obtenir le paiement de l'amende. Un autre juge faisait incarcérer pour un mois 37 travailleurs des chantiers navals Cammell Laird de Birkenhead, près de Liverpool, pour avoir occupé leur entreprise contre des menaces de licenciements. La justice britannique n'avait pas prononcé pareille condamna-

tion depuis plus de vingt ans. Ce geste spectaculaire a suscité de nombreuses manifestations et une journée de grève parmi les travailleurs des services publics de Liverpool.

Quand des dirigeants syndicaux prêtent main-forte à Thatcher

Le mouvement des mineurs est toujours isolé. Les dirigeants du syndicat des électriciens, l'EETPU, qui organise les ouvriers les plus qualifiés des centrales thermiques, ont pris position de façon fracassante contre les mineurs et contre tout geste de solidarité en leur faveur.

A la fin septembre, un vote à bulletin secret avait donné une majorité de plus de 82 % en faveur de la grève parmi les adhérents du NACODS, syndicat qui regroupe les 17 000 contre-maîtres et agents de sécurité des mines. Le mouvement devait démarrer au 1^{er} octobre et, compte tenu des règlements de sécurité en vigueur dans les mines, il impliquait nécessairement l'arrêt de toute activité dans les quelques dizaines de puits qui ne sont pas encore paralysés.

Mais, prétextant de diverses tentatives de négociations avortées, les dirigeants du NACODS n'ont cessé de reculer l'échéance. A partir du 16

octobre, après que les Charbonnages eurent accepté de revenir sur l'une des causes du mouvement de colère des agents de sécurité — la suspension de la paie pour ceux qui refusent de franchir les piquets de grève —, les dirigeants du NACODS ont organisé une nouvelle consultation de leurs adhérents. Devant les résultats qui marquaient la même volonté de leurs adhérents de rejoindre la lutte des mineurs, ils se sont résolus à fixer une date, le 25 octobre. La veille au soir, cependant, sans une explication, ils faisaient savoir qu'ils annulaient définitivement leur mot d'ordre.

Les mineurs peuvent gagner

Malgré les coups portés aux grévistes par une partie de l'appareil syndical, malgré les préparatifs ostensibles du gouvernement, la partie est loin d'être gagnée pour Margaret Thatcher. De nouveaux gestes de solidarité se font jour dans la classe ouvrière. Dans un tiers des centrales thermiques, les travailleurs ont voté en faveur de la grève, au cas où le gouvernement tenterait de faire tourner les turbines avec du charbon autre que celui des stocks déjà entreposés dans ces centrales. De leur côté, les 8 000 ouvriers des 55 mines de charbon privées à ciel ouvert du pays viennent de décider à plus de 70 % de majorité de ne plus laisser sortir de charbon de l'enceinte de leurs mines. Quant aux cheminots, ils continuent à imposer un blocus pratiquement total des transports de charbon par rail.

Bref, la partie n'est pas gagnée pour le gouvernement anglais. Et c'est peut-être parce qu'il ne se sent pas en si bonne posture qu'il le dit, parce que cette grève opiniâtre des mineurs commence à le gêner vraiment, que le conseil d'administration des Charbonnages a introduit, sur conseil gouvernemental, un nouvel homme dans les négociations, un homme que la presse dit « plus pondéré ». Reste à savoir s'il s'agit d'un tour de passe-passe qui ne change rien à la politique du gouvernement et qui est destiné à tenter de faire illusion auprès des mineurs, ou si cela prépare un recul.

François ROULEAU